

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
24 NOVEMBRE 2011
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
24 NOVEMBRE 2011

Etaient présents/Waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/burgemeester-voorzitter;

MM./hh. Desmedt, Cools, Sax, Dilliès, Mmes/Mevr Verstraeten, Maison et Gol-Lescot, échevins;

Mme/Mevr Gustot, MM./hh. de Lobkowicz, Beyer de Ryke, Martroye de Joly, M./de h. de Halleux, Mme/Mevr. Fraiteur, MM./de hh. Cohen, de Le Hoye, Wynants, Broquet, Mme/Mevr Charlier, MM./hh. Desmet, Mme/Mevr Fremault, MM./hh. Fuld, Biermann, Mme/Mevr François, MM./de h. Vanraes, van Outryve d'Ydewalle, Mmes/Mevr Roba-Rabier, Delwart, MM./de hh. De Bock, Toussaint, Mme/Mevr. Bakkali, MM./hh. Wyngaard, Kirkpatrick, Hayette, Mmes/Mevr Francken et Delvoye, conseillers/gemeenteraadsleden;

M. Bruier-Desmeth, secrétaire communal adjoint - adjunct-gemeentesecretaris.

Absent en début de séance/ Afwezig bij aanvang van de zitting : MM./de h. de Le Hoye, Mme/Mevr Fremault, MM./de h. van Outryve d'Ydewalle, De Bock, Wyngaard.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : Mmes/Mevr Dupuis, Cattoir-Jacobs, MM./de h. de Heusch, Brotchi, Mme/Mevr de T'Serclaes.

- La séance est ouverte à 20h10 - De zitting begint om 20u 10.-

Objet A. : **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27 octobre 2011.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 27 octobre 2011 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 24 november 2011.**

Het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 27 oktober 2011 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet 1C – 1 : **Associations Patriotiques ucloises.- Subsidies 2011.**

Le Président expose :

Depuis plusieurs années, notre administration accorde des subsides d'encouragement aux sociétés patriotiques ucloises. Le Collège se propose d'octroyer un montant de 250,00€ aux associations patriotiques ci-après ayant introduit leur rapport d'activités et un bilan de comptes et de recettes :

- Union des Groupements patriotiques d'Uccle	250 €
- Fédération Royale Nationale des Invalides de Guerre	250 €
- Front de l'Indépendance	250 €
- Fraternelle Royale du Corps de Volontaires de Guerre pour la Corée	<u>250 €</u>
Total	1.000 €

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Vu que les associations patriotiques susmentionnées ont fourni les documents et pièces justificatives pour l'obtention de subventions,

Décide de ratifier la répartition des subsides à imputer à l'article 105/332-02/MA/91 des dépenses ordinaires du budget 2011, telle que fixée ci-dessus.

Onderwerp 1C – 1 : **Ukkelse vaderlandslievende verenigingen.- Toelagen 2011.**

De voorzitter licht toe :

Sedert meerdere jaren kent het bestuur aanmoedigingssubsidies toe aan de Ukkelse vaderlandslievende verenigingen. Het college stelt voor om een bedrag van 250,00 € toe te kennen aan de vaderlandslievende verenigingen die hun activiteitenverslag en hun balans van uitgaven en ontvangsten hebben ingediend, volgens de tabel hieronder :

- Union des Groupements patriotiques d'Uccle	250 €
- Fédération Royale Nationale des Invalides de Guerre	250 €
- Front de l'Indépendance	250 €
- Fraternelle Royale du Corps de Volontaires de Guerre pour la Corée	<u>250 €</u>
Totaal	1.000 €

De Raad,

Gehoord deze toelichting,

Gelet op de wet van 16 juli 1973 die de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen verzekert, waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelagen tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigde vergadering der overheid behoort;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de rechtvaardigende stukken werden gevraagd ten einde de gesubsidieerde activiteiten te staven,

Aangezien de bovenvermelde vaderlandslievende verenigingen de rechtvaardigende documenten voor het verkrijgen van toelagen voorgelegd hebben,

Besluit de voorgestelde verdeling van de toelagen te bekrachtigen, in te schrijven op artikel 105/332-02/MA/91 van de gewone uitgaven van de begroting 2011.

Objet 2C – 1 : **Règlement- taxe sur le stationnement de véhicules à moteur.- Création de rues tampons.**

Mme/Mevr François émet la remarque que les riverains posséderont ces cartes mais cela ne leur garantit pas des emplacements. Mme François demande si les rues perpendiculaires et adjacentes de la rue Vanderkindere sont prévues pour ces cartes payantes.

Mme/Mevr Charlier s'étonne du fait que les cartes soient payantes alors que les cartes riverains sont gratuites.

M. l'Echevin/de h. schepen Desmedt explique que dans la délibération, un certain nombre de rues citées sont des exemples et il appartiendra au Collège de définir exactement les rues concernées. En ce qui concerne la rue Vanderkindere, l'essentiel des rues adjacentes sont déjà en zone horodateur. Les rues, qui ne sont pas encore en zone horodateur, le seront prochainement. Concernant la remarque de Mme Charlier, la différence est que le statut des rues est différent. Il y a une redevance minimale à payer mais il ne s'agit pas d'une zone horodateur. Les habitants de ces rues ont l'avantage de bénéficier d'une carte riverain sans être dans une zone horodateur, ce qui n'est pas le cas de tous les ucclois.

Dès lors, le paiement d'une redevance annuelle de 50 € est justifié. Les prix des cartes riverains à Uccle est très modéré par rapport à de nombreuses communes voisines.

Objet 2C – 1 : Règlement-taxe sur le stationnement de véhicules à moteur sur l'espace public.- Création de rues tampons.

Le président expose :

"Attendu que la création des zones de stationnement payant a entraîné pour certains habitants des rues adjacentes à ces zones payantes de gros problèmes de stationnement car la pression automobile y est telle que ceux-ci sont dans l'impossibilité de garer leur véhicule à proximité de leur domicile,

Qu'actuellement nous sommes déjà confrontés à ce problème de saturation de véhicule dans les rues suivantes :

- la rue Victor Allard (de la zone payante à l'avenue de l'Aulne);
- la rue Auguste Danse;
- le tronçon hors zone de la rue Beeckman;
- la rue des Carmélites;
- les prolongations des rues de la Mutualité et Boetendael entre Cottages et Carmélites;
- le tronçon de l'avenue Brugmann entre le square des Héros et le Globe, y compris la place Emile Danco;
- la rue des Cottages entre la chaussée d'Alseberg et l'avenue Coghen;
- la rue des Glaïeuls;
- l'avenue Coghen entre la chaussée d'Alseberg et la rue des Cottages.

Qu'étendre les zones payantes à ces rues ne ferait que déplacer indéfiniment le problème de parking vers les rues suivantes;

Que la seule solution envisagée pour pallier la saturation en véhicules de certaines rues est de créer des "rues tampons", qui permettraient ainsi aux habitants de garer leur voiture en zone payante, moyennant l'achat annuel d'une carte de riverain."

Le Conseil,

Vu que le règlement précédent vient à expiration le 31 décembre 2013;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 23 décembre 1986 et du 24 décembre 1996 relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux des taxes communales;

Vu les lois des 15 et 23 mars 1999 et l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure de réclamation contre une imposition communale;

Vu la situation financière de la Commune;

Après avoir délibéré,

Arrête le règlement- taxe sur le stationnement payant comme suit :

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2011 - au profit de la commune d'Uccle, pour un terme expirant le 31 décembre 2015, une taxe payable au comptant relative au stationnement sur l'espace public d'un véhicule à moteur tant aux endroits et aux moments où le stationnement est autorisé, moyennant l'usage régulier des appareils dits compteurs de stationnement ou horodateurs, comme prévu au règlement général de police sur la circulation routière (A.R. du 1er décembre 1975), qu'aux endroits où le stationnement est autorisé sur les voiries où s'applique la réglementation de la zone bleue comme définie par le règlement de police du 8 septembre 2005.

Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur lesdits appareils ainsi que par le placement derrière le pare brise d'un disque signalant le début du stationnement lorsqu'il s'agit d'un endroit où le stationnement est autorisé sur les voiries où s'applique la réglementation de la zone bleue.

Un ticket d'horodateur pris dans une zone quelconque pourra être utilisé s'il est toujours valable dans une autre zone payante uccloise.

Article 2 :

La taxe est fixée comme suit pour tout espace public (zones, parking, rues, tronçons de rue)

a) L'espace public doté d'horodateurs :

1,50 € /heure ou 0,40 € par tranche de 15 minutes de stationnement avec un maximum de 2 heures consécutives.

Le conducteur d'un véhicule à moteur, désireux de stationner pour une durée plus longue que celle autorisée peut occuper un emplacement de stationnement, soit durant la matinée, de 9 à 13 heures, soit durant l'après-midi, de 14 à 18 heures, pendant une période maximale de quatre heures, moyennant le paiement d'une taxe de 20 €. Cette modalité d'utilisation sera reprise sur les horodateurs comme correspondant au "tarif 2".

b) Les voiries où s'applique la réglementation de la zone bleue :

L'usage du disque de stationnement est limité à 2 heures. Au-delà de ce temps, le conducteur du véhicule en stationnement, est supposé accepter le paiement d'une taxe de 20 € par ½ jour de stationnement suivant les modalités prévues à l'article 2 a) alinéa 2.

Article 3 :

Les personnes handicapées porteuses de la carte spéciale délivrée par un organisme officiel, conformément à l'Arrêté ministériel du 29 juillet 1991, sont autorisées à faire stationner leur véhicule gratuitement et sans limite de durée, sur les emplacements desservis par les horodateurs et les zones bleues. Elles sont cependant tenues d'apposer la carte officielle précitée sur la face avant du pare-brise ou sur la partie avant de leur véhicule.

Article 4 :

Tout utilisateur d'un véhicule, domicilié dans une zone bleue ou une voirie dotée d'horodateurs à l'exception des voiries entourant les parkings Jacques Van Offelen - Danco, peut obtenir une carte de stationnement renouvelable tous les 2 ans, durant le mois de janvier pour un véhicule immatriculé en Belgique à son nom ou dont il démontre qu'il en a l'usage en permanence en fournissant soit une copie de la police d'assurance sur laquelle il est mentionné comme l'un des chauffeurs habituels soit une attestation patronale en cas de véhicule de société

Cette carte renouvelable tous les 2 ans reste valable durant cette période aussi longtemps que le demandeur reste domicilié dans la zone géographique pour laquelle elle a été délivrée et tant qu'il garde la même immatriculation.

En cas de changement temporaire de véhicule, une carte provisoire doit être demandée au service gestionnaire avec présentation du certificat d'immatriculation du véhicule de remplacement. Cette carte est gratuite.

Toute modification, soit d'adresse, soit d'immatriculation, doit faire l'objet d'une déclaration, sur place, auprès du service Parking d'Uccle.

La carte est gratuite. Il sera néanmoins réclamé une caution de 50 €.

Excepté en cas de vol du véhicule dûment attesté par un PV Police, un duplicata de la carte de riverain peut être obtenu moyennant le paiement de 20 €. De même, toute personne ne pouvant produire la carte de riverain périmée pour obtenir la nouvelle carte, sera considérée comme demandeur d'un duplicata et devra acquitter la somme de 20 €.

Toute carte délivrée sur base de renseignements erronés même fournis de manière non intentionnelle, ne sera pas renouvelée à son échéance.

Toute utilisation frauduleuse de la carte sera pénalement poursuivie.

Article 5 :

Le règlement sur les voiries communales définit les zones de stationnement payant qui sont elles-mêmes divisées en voiries vertes et en voiries rouges ainsi que les voiries où s'applique la réglementation de la zone bleue.

La carte de stationnement n'est valable que dans la zone géographique pour laquelle elle a été délivrée et exonère l'utilisateur du véhicule de payer en voirie verte et en zone bleue.

Toutefois, pour les rues uccloises qui se prolongent au-delà de la limite communale, le possesseur d'une carte de riverain émise tant par Uccle que par la commune limitrophe, peut stationner son véhicule, en faisant usage de sa carte de riverain au-delà du territoire communal pour lequel la carte a été émise et ce jusqu'au premier carrefour sur le territoire de l'autre commune.

Dès le changement de domicile hors de la zone dotée d'horodateurs pour laquelle une carte de stationnement a été initialement délivrée, le détenteur de la carte doit venir remettre celle-ci au service du Receveur communal d'Uccle où la caution de 50 € lui sera remboursée.

L'utilisation de la carte après changement de domicile hors de la zone n'est pas valable.

Article 6 :

En fonction de la pression automobile exercée dans certaines rues adjacentes aux zones à stationnement payant, il peut être créé des "rues tampons" dont les habitants pourront, moyennant le paiement d'une redevance forfaitaire annuelle de 50 € pour l'achat d'une carte de riverain garer leur véhicule en zone payante.

Le Collège arrête la liste des rues concernées par la notion de "rue tampon" ainsi que le mode d'octroi de la carte de riverain aux habitants de ces rues.

Article 7 :

Tout établissement hospitalier situé dans un espace public à stationnement payant, peut moyennant le paiement annuel de 100 €/carte, obtenir pour son personnel médical et paramédical, un maximum de 60 cartes de stationnement. Ces cartes ne pourront être utilisées que dans les voiries dites vertes déterminées pour chaque établissement, par le Collège.

La demande d'obtention de ces cartes ne pourra être effectuée que par un responsable dudit établissement, dûment mandaté par la direction de l'établissement.

Article 8 :

La taxe n'est pas due les dimanches et jours fériés.

Article 9 :

Le ticket de stationnement ou le disque de stationnement doit être apposé de façon lisible derrière le pare-brise du véhicule.

Article 10 :

Lorsque l'horodateur est défectueux, un ticket devra être pris à l'horodateur le plus proche. S'il n'y a aucun autre horodateur dans un rayon de 50 m, le disque "zone bleue" devra alors être visiblement apposé sur la face interne du pare-brise (article 27 pt 3.1.1. du code de la route). Le mauvais fonctionnement de l'appareil doit avoir été constaté par les stewards chargés du contrôle du stationnement payant pour que le placement du disque "zone bleue" soit valable.

Article 11 :

Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Article 12 :

Le conducteur ou, à défaut de connaissance de celui-ci, le propriétaire d'un véhicule se trouvant sur un emplacement de stationnement dont le ticket ou le disque de stationnement fait apparaître le dépassement du temps, au moment de la vérification par un préposé, est réputé avoir opté pour le tarif 2 (stationnement longue durée payable dans les cinq jours ouvrables conformément à l'article 2).

Article 13 :

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait aux risques de l'utilisateur ou de celui au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la taxe donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradations ou de perte de véhicule.

Article 14 :

1. La taxe est payable au comptant :

a) soit en alimentant directement l'horodateur de pièces de monnaie adéquates ou par l'utilisation d'une carte proton en suivant les instructions reprises sur les appareils;

b) soit si le conducteur du véhicule n'est pas en mesure de payer sur place le montant de la taxe, il peut se voir apposer un ticket de parking sur son pare-brise, comme preuve de la régularité du stationnement de son véhicule, à charge pour lui de s'acquitter de la taxe dans les cinq jours, soit en espèces, à la caisse communale (Recette), soit par versement ou virement sur le compte de la commune conformément aux instructions qui seront apposées par le préposé de l'administration communale sur le pare-brise du véhicule.

2. En cas de non-paiement de la taxe dans les délais prévus, elle sera enrôlée.

En cas d'enrôlement, 20 € supplémentaires seront dus par le redevable à titre de frais administratifs et seront immédiatement exigibles.

Article 15 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 16 :

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 17 :

Le présent règlement abroge le règlement voté par le Conseil communal, le 1er septembre 2011 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 24 novembre 2011. Il sera d'application immédiate.

Onderwerp 2C – 1 : Belastingreglement op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare ruimte.- Creatie van bufferstraten.

De voorzitter licht toe :

"Aangezien sommige inwoners van straten die aan een betalende parkeerzone grenzen hun voertuig niet meer vlakbij hun woning kunnen parkeren wegens de grote parkeerdruk die er aanwezig is;

Aangezien de volgende straten nu reeds verzadigd zijn met voertuigen :

- de Victor Allardstraat (van de betalende zone tot aan de Elzeboomlaan);

- de Auguste Dansestraat;

- de stukken buiten de zone van de Beeckmanstraat;

- de Karmelietenstraat;

- het verlengde van de Onderlinge Bijstandstraat en de Boetendaelstraat tussen de Landhuisjesstraat en de Karmelietenstraat;

- het gedeelte van de Brugmannlaan tussen de Heldensquare en Globe, incl. het Emile Dancoplein;

- de Landhuisjesstraat tussen de Alsebergsesteenweg en de Coghenlaan;

- de Lisbloemenstraat;

- de Coghenlaan tussen de Alsebergsesteenweg en de Landhuisjesstraat;

Aangezien een uitbreiding van de betalende zones het probleem enkel maar zal verplaatsen naar de volgende straten;

Aangezien de enigste oplossing om de verzadiging van bepaalde straten tegen de gaan de creatie is van bufferstraten waarbij de inwoners hun voertuig kunnen parkeren in een betalende zone indien deze jaarlijks een bewonerskaart kopen."

De Raad,

Aangezien het vorig reglement verstrijkt op 31 december 2013;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 23 december 1986 betreffende de invordering en de geschillen ter zake van plaatselijke heffingen;

Gelet op de wetten van 15 en 23 maart 1999 en het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Na beraadslaging,

Beslist het belastingreglement op het betalend parkeren als volgt vast te leggen :

Artikel 1 :

Vanaf 1 januari 2011 tot en met 31 december 2015 wordt er ten voordele van de gemeente Ukkel een onmiddellijk te betalen belasting geheven op het parkeren van motorvoertuigen op de openbare ruimte zowel op de plaatsen en de tijdstippen waarop het parkeren toegelaten is middels het correcte gebruik van parkeermeters of -automaten, zoals voorzien in het algemeen politiereglement op het wegverkeer (KB van 1 december 1975), als op de plaatsen waar het parkeren is toegelaten op de wegen waar een blauwe zone van kracht is zoals bepaald door het politiereglement van 8 september 2005.

De parkeertijd wordt beperkt overeenkomstig de gebruiksmodaliteiten die op deze toestellen vermeld staan en door achter de voorruit een parkeerschijf te plaatsen die het beginuur van het parkeren vermeldt indien het gaat om een plaats waar het parkeren is toegelaten op de wegen waar een blauwe zone van kracht is.

Een parkeerticket dat in gelijk welke parkeerzone werd gekocht, kan in een andere Ukkelse betalende zone gebruikt worden indien dit nog geldig is.

Artikel 2 :

De belasting is voor de volledige openbare ruimte (zones, parking, straten, weggedeeltes) als volgt vastgesteld :

a) De openbare ruimte met parkeerautomaten :

€ 1,50 per uur of € 0,40 per schijf van 15 minuten parkeertijd met een maximum van 2 opeenvolgende uren.

De bestuurder van een motorvoertuig die langer dan de toegelaten tijd wenst te parkeren, mag een parkeerplaats bezetten tijdens de voormiddag (van 9 tot 13 uur) of de namiddag (van 14 tot 18 uur), voor maximaal 4 uren, tegen de betaling van een belasting van 20 euro. Deze gebruikswijze wordt op de automaten weergegeven als "tarief 2".

b) De wegen waar een blauwe zone van kracht is :

Het gebruik van de parkeerschijf is beperkt tot 2 uren. Na de verstrijking van deze periode wordt er verondersteld dat de bestuurder van het geparkeerde voertuig heeft gekozen voor het tarief van 20 euro voor een halve dag parkeren volgens de modaliteiten in artikel 2 a) alinea 2.

Artikel 3 :

Mindervaliden met een speciale kaart, uitgereikt door een officiële instelling overeenkomstig het ministerieel besluit van 29 juli 1991, hebben de toelating om hun voertuig gratis en zonder tijdsbeperking te parkeren op de plaatsen waar parkeerautomaten staan en in de blauwe zones. Ze dienen deze officiële kaart echter achter de voorruit van hun voertuig te plaatsen.

Artikel 4 :

Elke gebruiker van een voertuig, gedomicilieerd in een blauwe zone of een weg met automaten (met uitzondering van de wegen rondom de parkings Jacques Van Offelen - Danco), kan een parkeerkaart krijgen (om de 2 jaar vernieuwbaar, tijdens de maand januari) voor één voertuig dat op zijn naam werd ingeschreven in België of voor een voertuig waarvan hij kan aantonen dat hij er permanent gebruik van maakt door een kopie voor te leggen van het verzekeringsattest waarop hij vermeld staat als één van de gebruikelijke bestuurders ofwel een werkgeversattest in geval van een bedrijfsvoertuig.

Deze kaart (om de 2 jaar vernieuwbaar) blijft geldig voor de volledige duur waarin de gebruiker van het voertuig gedomicilieerd blijft in de geografische zone waarvoor de kaart werd afgeleverd en zolang de inschrijving van het voertuig ongewijzigd blijft.

In geval van een tijdelijke wijziging van een voertuig moet een voorlopige kaart aangevraagd worden door het inschrijvingsbewijs van de vervangwagen voor te leggen. Deze kaart is gratis.

Elke wijziging (adres of inschrijving) moet ter plaatse bij de dienst Parking van Ukkel aangegeven worden.

Deze kaart is gratis. De kaart is gratis maar er wordt een waarborg van 50 euro geëist.

Een duplicaat van de bewonerskaart kan verkregen worden tegen de betaling van 20 € (echter gratis in geval van diefstal van het voertuig, behoorlijk aangetoond door een PV van de politie). Indien een persoon een verlopen bewonerskaart niet kan voorleggen bij de aanvraag van een nieuwe kaart, zal dit beschouwd worden als een aanvraag voor een duplicaat en zal het bedrag van € 20 betaald moeten worden.

Elke kaart die uitgereikt werd op basis van onjuiste gegevens, zelfs indien dit onopzettelijk was, zal niet vernieuwd worden op de vervaldag.

Elk frauduleus gebruik van de kaart zal strafrechtelijk vervolgd worden.

Artikel 5 :

De betalende parkeerzones zijn door het reglement op de gemeentewegen als volgt ingedeeld: groene wegen, rode wegen en wegen waar een blauwe zone van kracht is.

De parkeerkaart is enkel geldig in de geografische zone waarvoor de kaart werd afgeleverd en de gebruiker van het voertuig is vrijgesteld van de betaling in groene wegen en blauwe zones.

Voor de Ukkelse straten die echter doorlopen tot buiten de gemeentegrens kan de houder van een bewonerskaart, uitgereikt door Ukkel of de aangrenzende gemeente, zijn voertuig parkeren - door gebruik te maken van zijn bewonerskaart - buiten het gemeentelijk grondgebied waarvoor de kaart werd uitgereikt en dit tot aan het eerstvolgende kruispunt op het grondgebied van de andere gemeente.

Bij de wijziging van het domicilie naar een adres buiten de zone met parkeerautomaten, waarvoor de parkeerkaart oorspronkelijk werd uitgereikt, moet de houder deze kaart inleveren bij de dienst van de Gemeenteontvanger van Ukkel die de waarborg van 50 € zal terugbetalen.

Na de wijziging van het domicilie naar een adres buiten de zone is de kaart niet meer geldig.

Artikel 6 :

Wegens de parkeerdruk in bepaalde zijstraten van de betalende parkeerzones kunnen er bufferstraten gecreëerd worden waarbij de inwoners tegen een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van 50 € een bewonerskaart kunnen kopen om hun voertuig in een betalende zone te parkeren.

Het college bepaalt welke straten bufferstraten zijn en de toekenningswijze van bewonerskaarten voor de inwoners van deze straten.

Artikel 7 :

Elke ziekenhuisinrichting die zich in een openbare ruimte met betalend parkeren bevindt, kan tegen de jaarlijkse betaling van 100 € per kaart voor zijn medisch en paramedisch personeel maximaal 60 parkeerkaarten krijgen. Deze kaarten mogen enkel in de groene wegen gebruikt worden, vastgelegd voor elke inrichting door het college.

Deze kaarten mogen enkel aangevraagd worden door een verantwoordelijke van de betrokken inrichting die hiervoor door de directie van de inrichting werd aangesteld.

Artikel 8 :

Op zon- en feestdagen is er geen belasting verschuldigd.

Artikel 9 :

Het parkeerticket of de parkeerschijf dient zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst te worden.

Artikel 10 :

Als de parkeerautomaat defect is, moet een ticket genomen worden bij de dichtstbijzijnde automaat. Indien er zich binnen een straal van 50 meter geen andere automaat bevindt, dient de kaart "blauwe zone" zichtbaar achter de voorruit geplaatst te worden (artikel 27 punt 3.1.1. van de wegcode). De kaart "blauwe zone" is pas geldig indien de gebrekkige werking van het toestel door de stewards, die het betalend parkeren controleren, werd vastgesteld.

Artikel 11 :

Het voertuig moet de parkeerplaats uiterlijk bij de verstrijking van de toegelaten parkeertijd verlaten hebben.

Artikel 12 :

De bestuurder of - indien hij niet gekend is - de eigenaar van een voertuig dat zich op een parkeerplaats bevindt waarvan het ticket of de parkeerschijf de toegelaten tijd heeft overschreden op het ogenblik van de controle door een aangestelde, wordt geacht voor tarief 2 (langdurig parkeren dat binnen de vijf werkdagen, overeenkomstig artikel 2, betaald moet worden) te hebben gekozen.

Artikel 13 :

Een motorvoertuig parkeren op een plaats met parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. De betaling van de belasting geeft recht op parkeren maar niet op enige vorm van toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor beschadiging of verlies van voertuigen.

Artikel 14 :

1. De belasting moet contant betaald worden :

a) via de automaat (geldstukken of proton) volgens de instructies op de toestellen;

b) indien de bestuurder van het voertuig de belasting niet ter plaatse kan betalen, zal er een parkeerticket op zijn voorruit aangebracht worden als bewijs dat zijn voertuig op een regelmatige wijze werd geparkeerd. Hij dient in een dergelijk geval de belasting binnen de vijf dagen te betalen, ofwel contant aan de gemeentekas (Ontvangsten) ofwel door het bedrag te storten of over te schrijven op de rekening van de gemeente overeenkomstig de instructies die de aangestelde van het gemeentebestuur op de voorruit van het voertuig heeft achtergelaten.

2. Bij niet-betaling binnen de voorziene termijnen wordt de belasting ingekohierd en is deze onmiddellijk invorderbaar.

In geval van inkohiering is de belastingplichtige 20 € bijkomende administratiekosten verschuldigd.

Artikel 15 :

Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 16 :

De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheeken en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 17 :

Het huidige reglement trekt het belastingreglement in dat de Gemeenteraad heeft goedgekeurd op 1 september 2011 en gezien door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 24 november 2011. Het is onmiddellijk van toepassing.

- M. De Bock entre en séance -

- De h. De Bock komt de zitting binnen -

Objet 2D – 1 : **Fabriques d'église catholiques.- Budgets pour 2012.- Avis.**

Mme/Mevr Gustot demande à M. l'échevin Desmedt s'il peut effectuer un contrôle des comptes des fabriques d'églises qui présentent des budgets déficitaires mais qui arrêtent un compte positif, grâce à la location de salles paroissiales.

M. l'échevin/de h. schepenen Desmedt explique qu'il existait, jadis, dans chaque paroisse, des A.S.B.L. des œuvres paroissiales. Aujourd'hui, celles-ci sont regroupées en une seule qui est l'A.S.B.L. des œuvres paroissiales du Doyenné d'Uccle sur lesquelles l'administration n'a aucune vue. On ne peut donc pas contrôler ces comptes.

La fabrique d'église du Précieux-Sang reçoit une aide d'une autre fabrique d'église communale, qui est plus à l'aise financièrement.

Le point est approuvé par 31 voix pour et 1 abstention.
S'est abstenu : Mme Charlier.

Objet 2D – 1 : **Fabriques d'église catholiques.- Budgets pour 2012.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Attendu que les budgets 2012 des fabriques d'église suivantes se clôturent comme suit :

A. Budget en équilibre sans aucune intervention communale : Saint-Curé d'Ars;

B. Budget en équilibre grâce à une intervention communale ordinaire :

Précieux-Sang : 11.549,15 €,

Décide d'émettre :

- un avis favorable à l'approbation du budget 2012 de la fabrique d'église du Saint-Curé d'Ars;

- un avis défavorable à l'approbation du budget 2012 de la fabrique d'église du Précieux-Sang en formulant la remarque suivante : nous encourageons la fabrique d'église à augmenter ses recettes et à diminuer ses dépenses afin de limiter l'intervention communale ordinaire.

Onderwerp 2D – 1 : **Katholieke kerkfabrieken.- Begrotingen voor 2012.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien de begrotingen 2012 van de volgende kerkfabrieken, zich als volgt afsluiten :

A. Begroting in evenwicht zonder enige gemeentelijke tussenkomst : Heilige Pastoor van Ars;

B. Begroting in evenwicht dankzij een gewone gemeentelijke tussenkomst :

Kostbaar Bloed : 11.549,15 €,

Beslist :

- een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begrotingen voor 2012 van de kerkfabriek van Heilige Pastoor van Ars;

- een ongunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voogdijoverheid goed te keuren begroting voor 2012 van de kerkfabriek van Kostbaar Bloed, met de volgende opmerking : wij moedigen de kerkfabriek aan haar uitgaven te verminderen en haar ontvangsten te vermeerderen teneinde de gemeentelijke tussenkomsten te verlagen.

Objet 2D – 2 : **Centième anniversaire de la Paroisse de Sainte-Anne.- Subside exceptionnel.**

Le Conseil,

Attendu que la paroisse de Sainte-Anne fêtera en 2012 le centième anniversaire de sa fondation;

Attendu que la fabrique d'église a décidé de célébrer cet événement et a déjà élaboré un programme qui se déroulera comme suit :

Vendredi 1er juin : concert dans l'église;

Mardi 5 juin : conférence;

Exposition de photos du 1er au 10 juin;

Messe festive le 10 juin avec la participation de l'Evêque auxiliaire pour Bruxelles suivi d'un buffet froid;

Attendu que la fabrique d'église souhaite associer les autorités communales et compte inviter les membres du Collège;

Etant donné que ces manifestations entraîneront des frais; la fabrique d'église souhaite obtenir un subside exceptionnel;

Attendu que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé en date du 11 octobre 2011 le montant du subside à 1.250 €,

Décide de marquer son accord de principe sur l'octroi du subside pour un montant de 1.250 € et de prévoir cette somme à l'article 790/332-02/301 du budget communal 2012.

Onderwerp 2D – 2 : **Honderdste verjaardag van de Parochie Sint-Anna.- Uitzonderlijke toelage.**

De Raad,

Aangezien de parochie Sint-Anna in 2012 de honderdste verjaardag van haar stichting zal vieren;

Aangezien de kerkfabriek beslist heeft deze gebeurtenis te vieren en al vastgesteld heeft een programma dat zal gebeuren als volgt :

Vrijdag 1 juni : concert in de kerk;

Dinsdag 5 juni : conferentie;

Tentoonstelling van foto's van 1 tot 10 juni;

Feestelijke mis op 10 juni met de deelneming van de Hulpbisschop voor Brussel;

Aangezien de kerkfabriek de gemeentelijke overheden wenst te doen deelnemen en de leden van het College uit te nodigen;

Daar deze manifestaties kosten zullen voortbrengen, wenst de kerkfabriek een uitzonderlijke toelage verkrijgen;

Aangezien het College van de Burgemeester en Schepenen op datum van 11 oktober 2011 een bedrag van 1.250 € vastgesteld heeft,

Beslist zijn principiële akkoord te geven over de toekenning voor een uitzonderlijke toelage van een bedrag van 1.250 € en de inschrijving onder artikel 790/332-02/301 van de gemeentelijke begroting 2012, te voorzien.

- M. Van Outryve d'Ydewalle entre en séance -
- de h. Van Outryve d'Ydewalle komt de zitting binnen -

Objet 3 – 1 : **Régie foncière.- Approbation des comptes de la Régie foncière pour l'exercice 2010.**

Ce point est remis

Onderwerp 3 – 1 : **Grondbeheer/- Goedkeuring van de rekeningen van het Bedrijf voor Grondbeleid voor het dienstjaar 2010.**

Dit onderwerp is uitgesteld.

Objet 4A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 11 octobre 2011 - Maison communale : climatisation du local informatique - Dépense supplémentaire de 457,37€ (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/85;
- 25 octobre 2011 - Complexe de Neerstalle - Salle de judo : faux plafonds et éclairages - 2.940,80€ (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96;
- 25 octobre 2011 - Ecoles primaires : aménagement et modernisation de divers locaux - 1.616,13€ (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/85 - Emprunt;
- 25 octobre 2011 - Immeuble rue Auguste Danse, 3 : fourniture et pose d'un escalier de secours - Dépassement de la dépense de 506,60€;
- 25 octobre 2011 - Curage du Geleytsbeek à hauteur de la chaussée de Saint-Job - 79.682,50€ (T.V.A. comprise) - Article 879/732-60/82 - Emprunt;
- 25 octobre 2011 - Fourniture et placement de signalisations à messages variable - 79.682,50€ (T.V.A. comprise) - Article 423/741-52/82 - Emprunt;
- 8 novembre 2011 - Achat d'un appareil de mesures topographiques GNSS - 25.000€ (T.V.A. comprise) - Article 138/744-51/82 - Emprunt;
- 8 novembre 2011 - Diverses études hydrologiques sur le territoire de la commune d'Uccle - 15.000€ (T.V.A. comprise) - Article 421/747-60/82 - Emprunt;
- 8 novembre 2011 - Achat matériel de téléphonie - 6.655€ (T.V.A. comprise) - Article 137/742-54/85 - Fonds de réserve;
- 8 novembre 2011 - Piscine Longchamp : réfection des escaliers - 50.000€ (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/85 - Emprunt;
- 8 novembre 2011 - Eglise de Saint-Job : réparation de la toiture du dôme - 5.658,47€ (T.V.A. comprise) - Article 790/724-60/85 - Emprunt;
- 8 novembre 2011 - Adaptation du Plan Lumière - 35.000€ (T.V.A. comprise) - Article 426/747-60/84 - Subside;
- 8 novembre 2011 - Mission d'étude : gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines sous les voiries et les terrains communaux / essais d'infiltration des eaux dans les sols - 40.000€ (T.V.A. comprise) - Articles 137/747-60/93 et 421/747-60/82 - Emprunt;
- 8 novembre 2011 - Quartier du Homborch - Réalisation d'un complexe de crèche, bibliothèque et de classes maternelles - Dépassement de la dépense de 66.901,89€ (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96.

Onderwerp 4A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 11 oktober 2011 - Gemeentehuis : airconditioning van het informaticalokaal - Bijkomende uitgave van 457,37 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/85;
- 25 oktober 2011 - Neerstallecomplex - Judozaal : valse plafonds en verlichting - 2.940,80 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/96;
- 25 oktober 2011 - Lagere scholen : inrichting en modernisering van verschillende lokalen - 1.616,13 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/85 - Lening;
- 25 oktober 2011 - Gebouw, Auguste Dansestraat, 3 : levering en plaatsing van een noodtrap - Overschrijding van de uitgave met 506,60 €;
- 25 oktober 2011 - Reiniging van de Geleytsbeek ter hoogte van de Sint-Jobsesteenweg - 79.682,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/732-60/82 - Lening;
- 25 oktober 2011 - Levering en plaatsing van signalisatie met variabele boodschappen - 79.682,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 423/741-52/82 - Lening;
- 8 november 2011 - Aankoop van een apparaat voor topografische opmetingen GNSS - 25.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 138/744-51/82 - Lening;
- 8 november 2011 - Diverse hydrologische studies op het grondgebied van de Gemeente Ukkel - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/747-60/82 - Lening;
- 8 november 2011 - Aankoop van telefoons... - 6.655 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/742-54/85 - Reservefonds;
- 8 november 2011 - Zwembad Longchamp : herstelling van de trappen - 50.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/85 - Lening;
- 8 november 2011 - Kerk van Sint-Job : herstelling van het dak - 5.658,47 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 790/724-60/85 - Lening;
- 8 november 2011 - Aanpassing van het Lichtplan - 35.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 426/747-60/84 - Subsidie;
- 8 november 2011 - Studieopdracht : beheer van de bodem- en bodemwaterverontreinigingen onder de gemeentelijke wegen en terreinen / testen van infiltratie van water in de bodem - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 137/747-60/93 en 421/747-60/82 - Lening;
- 8 november 2011 - Homborchwijk : bouwen van een complex met kinderdagverblijf, bibliotheek en kleuterschool - Overschrijding van de uitgave met 66.901,89 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96.

Objet 4A – 2 : **Groupe de travail Marchés publics.- Demande de subsides visant à soutenir la mise en œuvre de collaboration entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil,

Vu l'accord émis par le Collège des Bourgmestres et Echevins en sa séance du 7 juillet 2009 sur le projet de mise en place du GTI MP BXL et sur la participation de la Commune d'Uccle dans cette initiative, notamment par le fait d'assister aux réunions;

Vu la réunion d'installation officielle du GTI MP BXL à Evere le 22 mars 2010 devant les secrétaires et les receveurs communaux des 19 communes;

Vu la création d'un onglet privé sur le site de l'Association de la Ville et des Communes (AVCB) intitulé GTI MP BXL à l'usage du Groupe de Travail et d'Information Marchés publics Bruxelles;

Vu qu'une trentaine d'agents de la Commune d'Uccle dispose d'un accès à cet onglet;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 8 septembre 2011 qui concerne un appel à projets pour l'obtention de subsides visant à soutenir la mise en oeuvre de collaborations entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que ces collaborations doivent avoir pour but de réaliser des économies d'échelle et que les subventions seront octroyées aux fins de couvrir soit une partie du coût des études déterminant l'utilité, la faisabilité, l'intérêt et/ou la méthode de mise en oeuvre de projets de collaborations intercommunales soit une partie des frais nécessaires au fonctionnement de ces collaborations;

Considérant que ces subventions sont octroyées aux conditions suivantes :

1) les projets doivent porter sur des matières de gestion ou d'intérêt communal et réaliser des économies d'échelle;

2) les projets doivent associer deux communes au moins mais qu'une seule commune sera désignée comme coordinatrice et fera le nécessaire en matière de marchés publics notamment;

Considérant que les subsides sont octroyés à concurrence de 80 % du coût de la collaboration avec un maximum de 60.000,00 € subsidiés par projet;

Considérant que la Commune d'Ixelles a bénéficié d'un tel subside en 2011 et que les membres du GTI MP BXL ont marqué leur souhait de répondre à nouveau à l'appel à projets avec les deux projets suivants : Projet 1 "Développement des activités du GTI MP BXL" et Projet 2 : "Mise en place d'un outil de stratégies des achats dans les communes : ROSA", en demandant à la Commune d'Ixelles, exerçant la présidence du GTI MP BXL, d'assurer le rôle de coordinatrice pour l'introduction des projets;

Considérant en effet que les actions menées par le GTI MP BXL ont montré leur utilité et qu'un nouveau subside permettrait de continuer les projets entamés, parmi lesquels la centralisation des achats et des bonnes pratiques en matière de marchés publics et d'entamer un nouveau projet visant à donner aux communes les outils qui les guideront en matière d'achats responsables;

Considérant que les CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale ont également bénéficié du travail réalisé par le GTI MP BXL notamment en ayant accès au mailing, à l'onglet sur le site internet de l'AVCB et prenant part au marché conjoint pour les services postaux ainsi qu'aux marchés lancés en centrale de marchés par le MRBC;

Considérant qu'en cas d'octroi du subside à la Commune d'Ixelles, coordinatrice pour les 19 communes composant le GTI MP BXL, une personne employée à la Commune travaillerait à 4/5^e temps à la gestion et au développement des activités du GTI MP BXL (projet 1) et à 1/5^e temps pour la mise en place de l'outil de stratégies des achats dans les communes (projet 2) et qu'elle serait financée pour ce temps de travail par le subside régional;

Considérant en effet que l'estimation d'un temps de travail à mi-temps prévu dans le cadre de la demande de subside pour l'année 2011 s'est avérée insuffisante et que pour mener à bien les projets repris ci-dessus, la personne employée à temps-plein par Ixelles a travaillé quasi exclusivement pour les activités du GTI MP BXL;

Considérant que les Conseils communaux des autres communes associées doivent arrêter une délibération décidant d'adhérer aux deux projets proposés, en vue de confirmer leur association à la présente demande de subsides;

Considérant que la Commune d'Ixelles transmettra au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans les 40 jours à dater de la décision du 17 octobre 2011 du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Ixelles, la délibération de ratification par le Conseil communal d'Ixelles, ainsi que toutes les délibérations des Conseils communaux des autres communes associées reçues dans ce délai;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

1) d'approuver les dossiers de demande de subsides :

Projet 1 : "Développement des activités du GTI MP BXL";

Projet 2 : "Mise en place d'un outil de stratégies des achats dans les communes : ROSA";

Projets repris au dossier de demande de subsides auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un appel à projets pour subsidier les communes dans le cadre de collaborations intercommunales, dossier détaillant les deux projets et reprenant l'estimation de la répartition des charges inhérentes à la mise sur pied de ces projets et au fonctionnement de la collaboration intercommunale.

2) de désigner la commune d'Ixelles comme commune coordinatrice pour l'introduction du dossier de demande de subsides et son suivi.

Onderwerp 4A – 2 : **Werkgroep Overheidsopdrachten.- Subsidieaanvraag teneinde intergemeentelijke samenwerking in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te steunen.**

De Raad,

Gelet op het akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 juli 2009 i.v.m. het project tot oprichten van de WIG OO Brussel, met de medewerking van de Gemeente Ukkel in dit initiatief, onder andere door zijn deelneming aan de vergaderingen;

Overwegende de officiële installatie van de WIG OO Brussel te Evere op 22 maart 2010 voor de Gemeentesecretarissen en de Gemeenteontvangers van de 19 gemeenten;

Gelet op de oprichting van een privé-tab op de website van de Vereniging van de Stad en de Gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (VSGB), genoemd WIG OO Brussel, ten dienste van de Werk- en Informatiegroep Overheidsopdrachten Brussel, waartoe een dertigtal agenten van de gemeente Ukkel toegang hebben;

Gelet op de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 september 2011 betreffende een oproep tot het indienen van projecten voor het verkrijgen van subsidies, die tot doel hebben het tot stand brengen van een samenwerking tussen de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te steunen;

Overwegende dat deze samenwerking erop gericht moet zijn om schaalvoordelen te verwezenlijken en dat de subsidies die zullen toegestaan worden enerzijds dienen om gedeeltelijk de kosten te dekken van het studiewerk omtrent de doelmatigheid, de haalbaarheid, het belang en/of de methode van de verwezenlijking van intergemeentelijke samenwerkingsprojecten, en anderzijds een deel van de kosten te dekken die noodzakelijk zijn voor de werking van deze samenwerking;

Overwegende dat deze subsidies worden toegekend op de volgende voorwaarden :

1) de projecten hebben betrekking op het gemeentebestuur of het gemeentelijk belang en zijn gericht op het tot stand brengen van schaalvoordelen,

2) de projecten brengen ten minste twee gemeenten bijeen, maar slechts één gemeente wordt aangewezen als coördinator en doet het nodige op het vlak van de overheidsopdracht;

Overwegende dat de subsidies worden toegekend tot 80 % van de kost van de samenwerking met een maximum van 60.000 € gesubsidieerd per project;

Overwegende dat de gemeente Elsene van een dergelijke subsidie heeft genoten in 2011 en dat de leden van de WIG OO Brussel hun wens hebben uitgedrukt opnieuw te antwoorden op de oproep tot projecten met de 2 volgende projecten: Project 1 "Ontwikkeling van de activiteiten van de WIG OO Brussel" en Project 2: "het creëren van een aankoopstrategie binnen de gemeentes: ROSA", door aan de gemeente Elsene, die het voorzitterschap van de WIG OO Brussel uitoefent, te vragen om de rol van coördinator te verzekeren voor de indiening van de projecten;

Overwegende dat de acties georganiseerd door de WIG OO Brussel hun nut hebben bewezen en dat een nieuwe subsidie zou toelaten om de begonnen projecten verder te

zetten, zoals de centralisatie van de aankopen en de goede praktijk in overheidsopdrachten en om een nieuw project te lanceren met betrekking tot het geven van hulpmiddelen aan de gemeentes om hen te gidsen in het verantwoord aankopen;

Overwegende dat de OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eveneens hebben genoten van het werk gerealiseerd door de WIG OO Brussel, met name door een toegang tot de mailing, de tab op de site van de VVSG en door deel te nemen aan de gezamenlijke opdrachten voor de postdiensten alsook voor de opdrachten gelanceerd in opdrachtcentrales door het MBHG;

Overwegende dat in geval van toekenning van een subsidie aan de gemeente Elsene, coördinator voor de 19 gemeentes die de WIG OO Brussel uitmaken, 1 bij de gemeente tewerkgestelde persoon gedurende 4/5 van zijn tijd zal werken aan het beheer en de ontwikkeling van de activiteiten van het WIG OO Brussel (project 1) et 1/5 van zijn tijd aan het creëren van een aankoopstrategie in de gemeentes (project 2), en dat deze persoon wordt gefinancierd door de gewestelijke subsidie;

Overwegende dat effectief blijkt dat de raming van een halftijdse werkkraft in het kader van de subsidie voor 2011 onvoldoende blijkt en dat om de hierboven hernomen projecten goed te beheren de door de gemeente Elsene tewerkgestelde persoon voltijds en quasi exclusief voor de activiteiten van de WIG OO Brussel heeft gewerkt;

Overwegende dat de gemeenteraden van de andere geassocieerde gemeentes een beslissing moeten nemen om zich aan te sluiten bij de twee voorgestelde projecten om hun deelname aan de aanvraag tot subsidies te bevestigen;

Overwegende dat de gemeente Elsene haar bekrachtigingsbeslissing door de gemeenteraad en alle tijdig ontvangen beraadslagingen van de andere aangesloten gemeentes zal overmaken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnen de 40 dagen te rekenen vanaf het besluit van 17 oktober 2011 van het College van Burgemeester en Schepenen van Elsene;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

1) de dossiers van subsidieaanvraag goed te keuren :

Project 1 : "Ontwikkeling van de activiteiten van de WIG OO Brussel";

Project 2 : "het creëren van een aankoopstrategie binnen de gemeentes: ROSA";

Projecten die hernomen zijn in het subsidieaanvraagdossier ingediend bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest binnen het kader van een oproep tot het indienen van projecten teneinde de gemeentes te subsidiëren binnen het kader van een intergemeentelijke samenwerking, dossier dat de projecten beschrijft en de verdeling van kostenraming verbonden aan het opstarten van de projecten en aan de werking van de samenwerking voor de hierna opgesomde projecten;

2) de gemeente Elsene aan te wijzen als coördinerende gemeente voor het indienen van het aanvraagdossier van de subsidies en de opvolging ervan.

Objet 4A – 3 : Travaux de fourniture et raccordement des avaloirs en vue de lutter contre les inondations.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que le budget communal prévoit à l'article 877/732-60/82 des dépenses extraordinaires pour 2011, un budget de 200.000 € pour les travaux de raccordements des avaloirs à charge de la commune;

Attendu qu'en date du 10 mai 2001, le Conseil communal a approuvé la cession de la gestion du réseau d'égouts de la commune à l'IbrA;

Attendu qu'entre-temps l'IbrA a changé de nom et est devenue HydroBru, HydroBru effectuera les travaux en tant que gestionnaire du réseau d'égouts de la commune;

Attendu que l'estimation des travaux de pose d'avaloirs est de 70.000 € TVAC;

Les endroits où la société HydroBru exécutera ces travaux :

- Place de Saint-Job, 13;
- Place de Saint-Job, 25;
- Square Massena, 12;
- Rue des Griottes, 51;
- Avenue Lancaster, 97A;
- Chaussée de Saint-Job (place de la Chênaie);

Attendu que cette dépense sera imputée à l'article 877/732-60/82 du budget extraordinaire pour l'exercice 2011;

Décide :

- 1) d'approuver de la dépense de 70.000 € TVAC;
- 2) d'approuver de confier les travaux à HydroBru, gestionnaire du réseau d'égouts de la commune;
- 3) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 4A – 3 : Werken om slikkers te leveren en aan te sluiten in de strijd tegen overstromingen.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien er onder artikel 877/732-60/82 van de buitengewone begroting van 2011 een budget van 200.000 € is voorzien voor de werkzaamheden om slikkers aan te sluiten, ten laste van de gemeente;

Aangezien de gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het rioolnet van de gemeente aan BrIS;

Aangezien BrIS intussen van naam is veranderd en HydroBru is geworden en HydroBru dus de werkzaamheden zal uitvoeren als beheerder van het rioolnet van de gemeente;

Aangezien de raming van de werkzaamheden om slikkers te plaatsen 70.000 € incl. btw bedraagt;

De plaatsen waar de firma HydroBru deze werkzaamheden zal uitvoeren :

- Sint-Jobsplein 13;
- Sint-Jobsplein 25;
- Massénasquare 12;
- Noordkriekenstraat 51;
- Lancasterlaan 97A;
- Sint-Jobsesteenweg (Eikenbosplein);

Aangezien deze uitgave geboekt zal worden onder artikel 877/732-60/82 van de buitengewone begroting van 2011,

Besluit :

- 1) de uitgave van 70.000 € incl. btw goed te keuren;
- 2) het toevertrouwen van deze werkzaamheden aan HydroBru, beheerder van het rioolnet van de gemeente, goed te keuren;
- 3) akkoord te gaan met het afsluiten van een lening.

Objet 4A – 4 : Réfection du pavage de la rue Engeland.- Exercice 2011.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'en date du 15 février 2011, le Collège a approuvé la dépense de 405.316,12 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2011, amélioration de la voirie;

Attendu qu'en date du 24 mars 2011, le Conseil communal a approuvé les documents d'adjudication, le mode de passation du marché, le mode de financement ainsi que la dépense;

Attendu que suite à une erreur administrative, le Conseil n'a approuvé qu'une dépense de 181.907,77 €;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 405.316,12 €, TVA comprise;

Attendu qu'en date du 27 septembre 2011 l'ouverture des soumissions a eu lieu et que l'offre régulière la plus avantageuse économiquement s'élève à 386.282,59 € TVA et imprévus compris;

Attendu que la dépense complémentaire s'élève à 204.374,82 € TVA comprise;

Attendu que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2011, amélioration de la voirie dont le solde disponible est de 274.594,68 €;

Attendu que la sous allocation "Réaménagement du parking sis chaussée de Saint-Job" présente un disponible est de 120.000,00 €, que l'ouverture des offres a eu lieu le 25 octobre 2011;

Attendu que l'entrepreneur sera prochainement désigné pour un montant de 580.000,00 € TVA et imprévus compris;

Attendu que le solde de la dépense, 111.687,91 € (à 386.282,59 € - 274.594,68 €) sera transféré de la sous allocation "Réaménagement du parking sis chaussée de Saint-Job", dont le disponible est de 120.000,00 € vers la sous allocation "Amélioration de la voirie et années antérieures";

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

1) d'approuver le transfert de 111.687,91 € de la sous allocation "Réaménagement du parking sis chaussée de Saint-Job" vers la sous allocation "Amélioration de la Voirie et années antérieures";

2) d'approuver de la dépense complémentaire de 204.374,82 €, TVA comprise;

3) d'approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 4A – 4 : Herstellen van de keibestrating van de Engelandstraat.- Dienstjaar 2011.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien het College op 15 februari 2011 de uitgave van 405.316,12 €, btw inbegrepen heeft goedgekeurd en die uitgave in artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2011, verbetering wegennet zal geboekt worden;

Aangezien de Gemeenteraad in zitting van 24 maart 2011 de volgende zaken heeft goedgekeurd : de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht door openbare aanbesteding en de afsluiting van een lening;

Aangezien de Raad door een administratieve vergissing een uitgave van slechts 181.907,77 € heeft goedgekeurd;

Aangezien de raming van de uitgave voor deze werken 405.316,12 € bedraagt, btw inbegrepen;

Aangezien de opening van de inschrijvingen plaats had op 27 september 2011 en de gunstigste regelmatige offerte 386.282,59 € bedraagt, btw en onvoorziene werken inbegrepen;

Aangezien de bijkomende uitgave 204.374,82 € bedraagt, btw inbegrepen;

Aangezien de uitgave zal geboekt worden op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2011, verbetering wegennet en dat het beschikbaar 274.594,68 € bedraagt;

Aangezien de ondertoelage "Herinrichting parking Sint-Jobsesteenweg" een beschikbaar saldo vertoont van 120.000,00 € en dat de opening van de offertes plaats had op 25 oktober 2011;

Aangezien de aannemer eerstdaags zal aangeduid worden voor een bedrag van 580.000,00 € btw inbegrepen;

Aangezien het saldo van de uitgave, 111.687,91 € (386.282,59 € - 274.594,68 €), van de toelage "Herinrichting parking Sint-Jobsesteenweg" met een beschikbaar saldo van

120.000,00 € naar de toelage "verbetering wegennet en vorige jaren" overgeschreven zal worden;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,
Beslist :

- 1) de overschrijving goed te keuren van 111.687,91 € van de toelage "Herinrichting parking Sint-Jobsesteenweg" naar de toelage "verbetering wegennet en vorige jaren";
- 2) de bijkomende uitgave van 204.374,82 €, BTW inbegrepen, goed te keuren;
- 3) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

Objet 4A – 5 : Ecole de Messidor.- Fourniture et pose de linoléum dans le réfectoire.- Approbation de la transaction relative à la liquidation de la facture et au paiement d'intérêts de retard.

Le Conseil,

Vu la désignation par le Collège en séance du 28 décembre 2010 (objet 4A-777) de la firme S.C.R.L. Blanc Nuage à 1020 Bruxelles en qualité d'entrepreneur adjudicataire pour la mise en peinture des murs de la rotonde à l'école de Messidor aux conditions de son offre du 14 décembre 2010 établie au montant vérifié de 22.278,00 € (T.V.A. comprise) et porté à 29.652,02 € (majoration 10 % et T.V.A comprises) et la décision d'engager la dépense précitée à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2010;

Vu la lettre de commande de notre Administration à la firme adjudicataire précitée en date du 23 février 2011;

Considérant que les travaux se sont bien déroulés;

Vu l'approbation par le Collège en séance du 20 septembre 2011 (objet 4A-540) du procès-verbal de réception provisoire des travaux, du décompte final des travaux et de la liquidation de la facture y relative;

Considérant que la firme adjudicataire a été sollicitée en vue de réaliser un travail supplémentaire, à savoir la fourniture et la pose de linoléum dans le réfectoire de l'école;

Vu la facture établie par l'entrepreneur au montant de 2.196,45 € (T.V.A. comprise) relative au travail supplémentaire susmentionné;

Vu le procès-verbal de réception provisoire du travail supplémentaire précité établi sans remarques par le service Maintenance des bâtiments communaux;

Considérant que le travail précité ne peut pas être considéré comme une dépense supplémentaire liée à l'objet principal du marché conclu et n'entre donc pas en conséquent dans le champ d'application de l'article 236 de la nouvelle loi communale;

Considérant que la facture introduite pour ce travail supplémentaire ne peut donc ainsi pas être payée sur cette base;

Considérant qu'il s'impose de décider de conclure une transaction en vue de résoudre le problème posé de cette facture impayée;

Considérant qu'en cas d'assignation, le montant incontestablement dû pour ce travail serait majoré d'intérêts et de frais de justice;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a présenté la transaction à la firme S.C.R.L. Blanc Nuage qui l'a approuvée;

Considérant que cette dépense n'a pas fait l'objet d'un engagement préalable, il y a lieu de l'engager à la sous-allocation "Ecoles primaires : aménagement et modernisation de divers locaux" de l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2011 où figure un disponible de 113.214,48 €;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte du paiement d'intérêts de retard qui ne pourront être déterminés avec exactitude qu'à partir de la date effective de la liquidation de la facture principale,

Approuve :

- la transaction visant à la liquidation de la facture n° BN 552/2011 de 2.196,45 € (T.V.A. comprise) à la S.C.R.L. Blanc Nuage à 1020 Bruxelles pour le travail supplémentaire précité ainsi qu'au paiement d'intérêts de retard;

- l'inscription de la présente délibération sur la liste des actes du Conseil communal qui ne doivent pas obligatoirement être transmis à l'autorité de tutelle.

Onderwerp 4A – 5 : Messidorschool.- Leveren en plaatsen van linoleum in de refter.- goedkeuring van de transactie m.b.t. de vereffening van de factuur en de betaling van de verwijlinteresten.

De Raad,

Gelet op de aanduiding door het college in zitting van 28 december 2010 (onderwerp 4A-777) van de firma S.C.R.L. Blanc Nuage te 1020 Brussel in de hoedanigheid van opdrachtnemende aannemer voor het schilderen van de muren van de ronde hal van de Messidorschool tegen de voorwaarden van zijn offerte van 14 december 2010 opgesteld voor een gecontroleerd bedrag van 22.278,00 € (btw inbegrepen) en gebracht op 29.652,02 € (vermeerdering van 10 % en btw inbegrepen) en op het besluit om deze uitgave te boeken onder artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2010;

Gelet op de bestelbrief van ons gemeentebestuur aan de bovenvermelde opdrachtnemende firma van 23 februari 2011;

Overwegende dat de werkzaamheden goed verlopen zijn;

Gelet op de goedkeuring door het college in zitting van 20 september 2011 (onderwerp 4A-540) van het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de werken, van de eindafrekening van de werken en van de vereffening van de betrokken factuur;

Overwegende dat de opdrachtnemende firma gevraagd is een bijkomende opdracht uit te voeren, namelijk het leveren en plaatsen van linoleum in de refter van de school;

Gelet op de door de aannemer opgestelde factuur van 2.196,45 € (btw inbegrepen) voor de bovenvermelde bijkomende opdracht;

Gelet op het proces-verbaal van voorlopige oplevering van de bovenvermelde bijkomende opdracht die zonder opmerkingen is opgesteld door de dienst Onderhoud van de gemeentegebouwen;

Overwegende dat de bovenvermelde opdracht niet beschouwd kan worden als een bijkomende opdracht verbonden aan het voornaamste voorwerp van de afgesloten opdracht en dat deze dus niet kadert in het toepassingsveld van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de voor deze bijkomende opdracht ingediende factuur dus niet op deze basis betaald kan worden;

Overwegende dat een besluit genomen dient te worden om deze transactie af te sluiten en het probleem op te lossen dat zich stelt m.b.t. deze onbetaalde factuur;

Overwegende dat in geval van dagvaarding het voor deze opdracht onweerlegbaar verschuldigde bedrag verhoogd zal worden met verwijlinteresten en gerechtskosten;

Overwegende dat de dienst Onderhoud van de gemeentegebouwen de transactie heeft voorgelegd aan de firma S.C.R.L. Blanc Nuage, die ze heeft goedgekeurd;

Overwegende dat deze uitgave niet het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande verbintenis, is het aangewezen ze in te schrijven onder de ondertoelage "Basisscholen: inrichten en moderniseren van diverse lokalen" van artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011 waarop 113.214,48 € beschikbaar is;

Overwegende dat het aangewezen is rekening te houden met de betaling van verwijlinteresten die pas precies bepaald kunnen worden op de datum waarop de hoofdfactuur effectief vereffend wordt,

Keurt de volgende punten goed :

- de transactie om factuur nr. BN 552/2011 van 2.196,45 € (btw inbegrepen) te vereffenen voor de S.C.R.L. Blanc Nuage te 1020 Brussel voor de bovenvermelde bijkomende opdracht, alsook de betaling van verwijlinteresten;

- het inschrijven van onderhavige beraadslaging in de lijst met handelingen van de gemeenteraad die niet verplicht overgemaakt hoeven te worden aan de toezichhoudende overheid.

Objet 4A – 6 : **Ecoles primaires.- Interventions et achats divers pour les installations électriques.- Remise en état des lavabos Sanispray dans les écoles du Val Fleuri et du Centre.**

M./de h. Cohen demande si on va remettre les installations électriques en ordre au Val Fleuri parce qu'il y a une garantie décennale.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que cela dépend car les petites installations ne sont pas couvertes par une garantie. La puissance de certaines installations étant insuffisante, on se rend compte qu'il faut l'augmenter.

Objet 4A – 6 : **Ecoles primaires.- Interventions et achats divers pour les installations techniques.- Ecoles du Val Fleuri et du Centre.- Remise en état des lavabos Sanispray.- Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la remise en état des lavabos Sanispray dans les écoles du Val Fleuri et du Centre;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 15.000,00 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer cette dépense à la sous-allocation "Ecoles primaires : interventions et achats divers pour les installations techniques" de l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2011 où figure un disponible de 15.625,87 €;

Considérant que, eu égard à la spécificité technique des travaux de réparation des lavabos Sanispray, notre service propose de ne consulter qu'une seule firme spécialisée, à savoir la firme N.V. Intersan à 9770 Kruishoutem qui est le fabricant des lavabos installés et qui en a une parfaite connaissance et ce en application de l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Approuve :

1) le projet de pourvoir à la remise en état des lavabos Sanispray dans les écoles du Val Fleuri et du Centre;

2) le cahier spécial des charges y relatif;

3) le mode de passation du marché, soit une procédure négociée avec consultation d'une seule firme spécialisée, à savoir la firme N.V. Intersan à 9770 Kruishoutem, conformément à l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

4) l'estimation de la dépense envisagée à 15.000,00 € (T.V.A. comprise) à imputer à la sous-allocation "Ecoles primaires : interventions et achats divers pour les installations techniques" de l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2011;

5) le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 4A – 6 : **Basisscholen.- Diverse interventies en aankopen voor technische installaties.- Scholen Val Fleuri en Centre.- Herstellen wastafels Sanispray – Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is de wastafels Sanispray te herstellen in de scholen Val Fleuri en Centre;

Overwegende dat het aangewezen is een openbare aanbesteding uit te schrijven met als voorwerp de hogervermelde werken;

Overwegende dat de dienst Onderhoud der Gemeentegebouwen een bestek heeft opgesteld dat een maximale uitgave voorziet van 15.000,00 € (btw inbegrepen);

Overwegende dat deze uitgave dient ingeschreven te worden onder de toelage "Basisscholen : diverse interventies en aankopen voor technische installaties" van artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011 waarop 15.625,87 € beschikbaar is;

Overwegende dat, gelet op de technische bijzonderheid van de herstellingswerken van de Sanispray-wastafels, voorstelt slechts een gespecialiseerde firma te raadplegen, namelijk de firma N.V. Intersan te 9770 Kruishoutem die de fabrikant is van de geïnstalleerde wastafels en die er een perfecte kennis over heeft, en dit in toepassing van artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

Keurt de volgende punten goed :

1) het project om de Sanispray-wastafels in de scholen Val Fleuri en Centre te herstellen;

2) het overeenstemmende bestek;

3) de gunningswijze, namelijk onderhandelingsprocedure met raadpleging van een gespecialiseerde firma, namelijk de firma N.V. Intersan te 9770 Kruishoutem, overeenkomstig artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten;

4) de raming van de uitgave die 15.000,00 € bedraagt (btw inbegrepen), te boeken onder de toelage "Basisscholen : diverse interventies en aankopen voor technische installaties" van artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2011;

5) de financiering van de uitgave door een lening.

Objet 4A – 7 : Sibelga.- Logiciel de comptabilité énergétique.- Approbation de la convention.

Le Conseil,

Considérant que depuis environ 2 ans, Sibelga a développé un outil de comptabilité énergétique commun, dénommé NRClick et destiné aux communes de l'Intercommunale;

Considérant que la Commune d'Uccle a été parmi le groupe de communes pilotes de ce projet;

Considérant que les phases de définitions des fonctionnalités attendues du logiciel, d'appel d'offres et de choix du fournisseur, ainsi que d'implémentation sont à présent terminées;

Considérant que le logiciel de comptabilité énergétique permet d'enregistrer automatiquement les consommations des bâtiments les plus énergivores, de comparer à tout moment les consommations à la "normale", de vérifier les factures du fournisseur, etc...;

Attendu qu'une convention de mise à disposition, par Sibelga, de l'outil de comptabilité énergétique aux communes de la Région a été élaborée, discutée avec les communes et approuvée par la tutelle;

Attendu que cette convention règle les conditions de mise à disposition et d'utilisation de l'outil,

Décide d'approuver la convention de mise à disposition, par Sibelga, du logiciel de comptabilité énergétique.

Onderwerp 4A – 7 : **Sibelga.- Energieboekhoudingssoftware.- Goedkeuring van de overeenkomst.**

De Raad,

Overwegende dat Sibelga ongeveer 2 jaar geleden een gemeenschappelijk energieboekhoudingssysteem heeft ontworpen, NRClick genaamd, bestemd voor de gemeenten van de Intercommunale;

Overwegende dat de gemeente Ukkel deel uitmaakte van de groep pilotgemeenten van dit project;

Overwegende dat de fase waarin de verwachte functies van de software worden bepaald, de fase van de offerte-aanvraag en van de leverancierkeuze en de fase van de implementering momenteel beëindigd zijn;

Overwegende dat de energieboekhoudingssoftware het mogelijk maakt het verbruik van de gebouwen die het meeste energie verbruiken automatisch te registreren, of het verbruik op elk moment met het "normale" verbruik te vergelijken, de facturen van de leveranciers te vergelijken, enz...;

Aangezien een terbeschikkingsstellingsovereenkomst van de energieboekhoudingssoftware voor de gemeentes van het Gewest door Sibelga is opgesteld, met de gemeenten is besproken en is goedgekeurd door de toezichhoudende overheid;

Aangezien deze overeenkomst de voorwaarden vastlegt waaronder dit systeem ter beschikking wordt gesteld en gebruikt kan worden,

Beslist de terbeschikkingsstellingsovereenkomst, door Sibelga, van de energieboekhoudingssoftware goed te keuren.

**- M. de Le Hoye entre en séance -
- de h. de Le Hoye komt de zitting binnen -**

Objet 4A – 8 : **Convention relative à l'occupation du domaine public en vue de l'exploitation, sur les voiries communales, de la concession de service public "Villo!".**

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que la Région bruxelloise a lancé un marché public sans consulter les communes et a désigné la société Decaux. Dans une première phase, les communes centrales ont bénéficié de l'implantation de ce système. La Région propose maintenant de l'étendre aux communes de la deuxième couronne. Il est proposé d'installer 20 stations "Villo" (10 en voirie communale et 10 en voirie régionale). Douze stations ont pu être trouvées sans perdre de places de stationnement. Par contre, 8 autres installations causeront des pertes localisées de stationnement. Il y aura des stations dans les centres commerciaux mais aussi à proximité des gares (Calevoet, Vivier d'Oie, Saint-Job et Stalle). Il est proposé de ratifier la convention standard d'occupation pour le développement de ces réseaux. Une fois la convention approuvée par la Commune, une demande de permis d'urbanisme devra être introduite et toute la procédure habituelle suivra. Des changements seront effectués au niveau des implantations des emplacements publicitaires.

Mme/Mevr Charlier explique que si on peut émettre des critiques sur le caractère commercial et le fait que les vélos ne sont pas pratiques, on peut tout de même se réjouir de ces installations. Il reste à espérer que le Sud d'Uccle puisse être nanti de ces nouvelles stations.

M./de h. Biermann se réjouit de la participation de la Commune à un projet global visant à mettre des vélos à la disposition du public et espère qu'il sera mis en œuvre le plus rapidement possible. La nécessité d'avoir des stations suffisamment rapprochées est un élément important. Cela explique peut-être que le Nord de la commune soit privilégié puisqu'il faut construire ce maillage de manière logique. Une station trop éloignée des autres n'entraînera pas l'utilisation des vélos.

Mme/Mevr Roba-Rabier rappelle que la commune est extrêmement pauvre en matière de pistes cyclables et ajoute qu'il est important de revoir la circulation des vélos vu le danger que peuvent encourir les cyclistes dans certains quartiers.

**- M. Wyngaard entre en séance -
- de h. Wyngaard komt de zitting binnen -**

M./de h. Desmet explique qu'un dossier a été réalisé par Inter-Environnement sur la face cachée de "Villo". Le système "Villo" est une très belle initiative. Au conseil communal de Bruxelles-ville, le groupe MR a déploré la descente à 75 € de la taxation communale. M. Desmet propose que chaque entité communale développe une réflexion pour que Decaux revoit son mode de financement, qui lui est peut-être un peu trop favorable.

M./de h. De Bock aimerait s'assurer que l'exclusivité attribuée à "Villo" pour le service public, ne pourrait pas être revendiquée par d'autres diffuseurs sur le mobilier urbain à caractère public, comme les abris-bus ou toilettes publiques.

**- Mme Frémault entre en séance -
- Mevr Frémault komt de zitting binnen -**

M./de h. de Le Hoye signale, en tant qu'utilisateur de "Villo", le problème du dénivelé avenue Brugmann et espère qu'une solution ingénieuse sera trouvée pour que les gens évitent de remonter cette pente.

M./de h. Van Outryve d'Ydewalle propose que les membres du personnel, qui viennent de loin, puissent bénéficier d'abonnements "Villo" et pourquoi ne pas encourager le vélo électrique par un subside?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que le système a été accepté par un certain nombre de communes. Une réflexion est en cours à la Région. Elle a désigné plusieurs bureaux d'étude dont deux travaillent sur la commune d'Uccle pour créer des itinéraires cyclables régionaux. La Région va soumettre des propositions et des conclusions vu que son idée est de créer des itinéraires allant à travers plusieurs communes. Ces propositions seront ensuite examinées.

Objet 4A – 8 : Convention relative à l'occupation du domaine public en vue de l'exploitation, sur les voiries communales, de la concession de service public "Villo !".

Le Conseil,

Considérant que par convention du 5 décembre 2008, la Région a octroyé, à la S.A. Decaux, une concession pour l'implantation d'un système de location de vélos automatisé sur le territoire régional;

Considérant que le système "Villo !" a été implanté, dans une 1ère phase, dans les communes de la 1ère couronne et que depuis quelques mois, la S.A. Decaux prépare l'extension aux communes de la 2ème couronne;

Considérant l'intérêt d'un tel service dans le cadre du développement d'une politique de mobilité douce;

Considérant que le montage financier pour lequel la société exploitante supporte les coûts d'installations, d'achats, de gestion et de maintenance des stations et vélos, ne peut supporter des coûts liés à des taxes communales, trop élevées, sur la publicité;

Attendu que la société Decaux propose aux communes des conventions qui prévoient que les communes versent, en contrepartie des avantages tirés par elles-mêmes et par les habitants de l'implantation du système Villo !, une redevance égale à zéro (0) €, sauf si le montant des taxes communales dépasse 75 €/m²;

Attendu que dans ce cas, le montant de la redevance à payer est égal à la part de la taxe sur l'affichage publicitaire qui dépasse le montant de 75 €/m²;

Considérant qu'actuellement la taxe à Uccle est de 300 €/m² et qu'en conséquence, une redevance de 225 €/m²/an serait à payer à la société Decaux;

Considérant qu'il serait plus simple pour la Commune de revoir le règlement-taxe, en prévoyant un taux ne dépassant pas 75 €/m², pour les dispositifs liés à un service rendu au public de location de vélos.

Considérant qu'une proposition dans ce sens sera soumise prochainement, par le Collège, au Conseil communal;

Considérant que, pour Uccle, la phase d'implantation prévue dans le projet de convention prévoit l'installation de 20 stations de location de vélos (entre 20 et 25 vélos chacune), dont 10 en voirie communale, dans la partie du territoire qui se trouve au nord de la Vallée de Saint-Job;

Considérant que la contrepartie publicitaire est, outre les publicités installées aux stations et sur les vélos, la pose de 23 dispositifs publicitaires de 2 m², dont 6 en voirie communale;

Attendu que la 2^{ème} face des 23 dispositifs publicitaires isolés est réservée à l'information ou à la publicité événementielle de la Commune (à l'exception de 6 semaines – 3 campagnes/an de 2 semaines chacune – réservées à la Région pour sa communication, pour les panneaux sur lesquels ne se trouvent pas un plan de la Ville);

Considérant qu'une partie de ces dispositifs pourra contenir le plan de la Commune récemment approuvé par le Collège et que les autres dispositions de la convention règlent des matières telles que la durée, les frais d'enlèvement et de repose de stations et leur tarification suivant les motifs invoqués, la remise en état, le descriptif des installations, etc.;

Considérant que l'installation des stations et leur mise en service ne pourront être concrétisées qu'après obtention des permis d'urbanisme nécessaires,

Décide d'approuver la convention relative à l'occupation du domaine public en vue de l'exploitation de la concession de service public "Villo !" et ses annexes.

Onderwerp 4A – 8 : **Overeenkomst betreffende de bezetting van de openbare ruimte met het oog op de uitbating op gemeentewegen van de concessie voor de openbare dienst "Villo !"**

De Raad,

Overwegende dat het Gewest in een conventie van 5 december 2008 de N.V. Decaux een concessie heeft verleend voor het vestigen van een geautomatiseerd fietshuursysteem op het gewestelijke grondgebied;

Overwegende dat het Villo !-systeem in een eerste fase gevestigd is in de gemeenten van de 1^e kroon en dat de N.V. Decaux sinds enkele maanden de uitbreiding naar de gemeenten van de 2^e kroon voorbereidt;

Overwegende het belang van een dergelijke dienst in het kader van de ontwikkeling van een beleid rond zachte mobiliteit;

Overwegende dat de financiële constructie waarvoor de uitbatende onderneming de installatie-, aankoop-, beheers- en onderhoudskosten van de stations en de fietsen op zich neemt, de kosten verbonden aan de gemeentetaksen op reclame niet kan dragen daar deze te hoog zijn;

Aangezien de onderneming Decaux de gemeenten overeenkomsten voorstelt die voorzien dat de gemeenten in ruil voor de voordelen die ze zelf en die de inwoners genieten dankzij de vestiging van het Villo !-systeem, een bijdrage storten gelijk aan nul (0) euro, tenzij het bedrag van de gemeentetaksen hoger is dan 75 €/m²;

Aangezien het bedrag van de te betalen bijdrage in dat geval gelijk is aan het deel van de taks op reclame dat hoger is dan 75 €/m²;

Overwegende dat deze taks te Ukkel momenteel 300 €/m² bedraagt en dat er bijgevolg een jaarlijkse bijdrage van 225 €/m² te betalen zou zijn aan de onderneming Decaux;

Overwegende dat het voor de gemeente eenvoudiger zou zijn het belastingreglement te herzien en een taks te voorzien die de 75 €/m² niet overschrijdt voor inrichtingen eigen aan een fietshuurdienst die aan het publiek worden aangeboden.

Overwegende dat het college eerstdaags een voorstel in die zin aan de gemeenteraad zal voorstellen;

Overwegende dat de in het ontwerp van overeenkomst voorziene vestigingsfase voor Ukkel de inrichting voorziet van 20 fietshuurstations (tussen 20 en 25 fietsen per station), waarvan 10 op gemeentewegen, op het deel van het grondgebied ten noorden van het dal van Sint-Job;

Overwegende dat de tegenprestatie erin bestaat om, buiten de aan de stations en op de fietsen geplaatste reclame, 23 reclame-inrichtingen van 2 m² te plaatsen, waarvan 6 op gemeentewegen;

Overwegende dat de 2^e fase van de 23 alleenstaande reclame-inrichtingen voorbehouden is voor informatie of reclame betreffende evenementen van de gemeente (met de uitzondering van 6 weken – 3 campagnes per jaar van 2 weken elk – voorbehouden aan het gewest voor zijn communicatie, voor de borden waarop geen stadsplan staat);

Overwegende dat een deel van deze inrichtingen het stratenplan van de gemeente kan bevatten dat onlangs door het college is goedgekeurd en dat de andere beschikkingen van de overeenkomst materies regelen zoals de duur, de verwijderingskosten en het terugplaatsen van stations, de tarieven volgens bepaalde motieven, het herstellen, de omschrijving van de installaties, enz.;

Overwegende dat het plaatsen van stations en de indienststelling ervan pas kan worden uitgevoerd na het verkrijgen van de noodzakelijke stedenbouwkundige vergunningen;

Besluit de overeenkomst en de bijlagen ervan goed te keuren betreffende de bezetting van de openbare ruimte met het oog op de uitbating op gemeentewegen van de concessie voor de openbare dienst "Villo !".

Objet 4A – 9 : Modernisation de l'éclairage public.- Exercice 2011.- Approbation de la dépense.

Le Conseil,

Vu que le Budget extraordinaire de l'année 2011, comprend un crédit de 150.000 € à l'article 426/735-60/84 pour la modernisation de l'éclairage public;

Vu que le Collège propose de l'utiliser pour améliorer l'éclairage dans l'avenue des Narcisses et la chaussée de Saint-Job (parking);

Vu que la Société Sibelga propose d'y supprimer les installations existantes et de les remplacer :

- dans l'avenue des Narcisses par 18 points lumineux munis d'une armature PTA2037 équipé d'une lampe CDO.TT de 70 W sur poteau en acier galvanisé plastifié de 4,00 m de haut (coût 73,565,13 € TVAC);

- dans la chaussée de Saint-Job par 14 points lumineux équipés d'une lampe CDM.T dont 12 munis d'une armature ALURA de 70 W sur poteau en acier galvanisé plastifié de 4,50m de haut et 2 bornes NEMO de 35 W (coût 50.453,20 € TVAC);

Vu que le coût total est estimé à 124,018,33 € TVA incluse;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Approuve la dépense présumée de 124.018,33 € TVA incluse;

Marque son accord sur l'exécution desdits travaux par la Société Sibelga scrl, quai des Usines, 16 à 1000 Bruxelles, en vertu de l'article 75 de ses statuts.

La dépense totale sera couverte par un emprunt.

Onderwerp 4A – 9 : **Modernisering van de openbare verlichting.- Dienstjaar 2011.- Goedkeuring van de uitgave.**

De Raad,

Aangezien de buitengewone begroting voor het jaar 2011 onder artikel 426/735-60/84 een krediet van 150.000 € voorziet voor de modernisatie van de openbare verlichting;

Aangezien het college voorstelt dit krediet te gebruiken om de verlichting in de Narcisbloemenlaan en op de Sint-Jobsesteenweg (parking) te verbeteren;

Aangezien de onderneming Sibelga voorstelt daar de bestaande installaties te verwijderen en te vervangen :

- in de Narcisbloemenlaan door 18 verlichtingspunten met een PTA2037-armatuur, uitgerust met een CDO.TT-lamp van 70 W op een geplastificeerde paal van gegalvaniseerd staal van 4 m hoog (kostprijs 73.565,13 € incl.btw);

- op de Sint-Jobsesteenweg door 14 verlichtingspunten uitgerust met een CDM.T-lamp waarvan 12 uitgerust met een ALURA-armatuur van 70 W op een paal uit geplastificeerd gegalvaniseerd staal van 4,5 m hoog en 2 NEMO-palen van 35 W (kostprijs 50.453,30 € incl. btw);

Aangezien de totale kostprijs op 124.018,33 € incl. btw wordt geraamd;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Keurt de geraamde uitgave van 124.018,33 € incl. btw goed;

Gaat akkoord met het uitvoeren van deze werkzaamheden door de onderneming Sibelga cvba, Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel, krachtens artikel 75 van zijn statuten.

De totale uitgave zal worden gedekt door een lening.

Objet 4A – 10 : **Fourniture et pose d'un système de vidéosurveillance sur le territoire de la commune d'Uccle (phase 4).- Frais de raccordement électrique pour trois caméras.- Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Vu la désignation par le Collège en séance du 28 décembre 2010 (objet 4A-783) de S.A./N.V. Securipoint à 1780 Wemmel en qualité de fournisseur adjudicataire pour l'installation de caméras de surveillance sur le territoire de la commune d'Uccle (phase 4) selon son offre du 13 décembre 2010 pour le montant vérifié de 162.664,33 € (hors T.V.A.) et porté au montant de 216.506,21 € (majoration 10 % et T.V.A. 21 % comprises);

Considérant qu'il est nécessaire d'alimenter ces caméras à installer en électricité 220 V et qu'à cet effet, les devis de raccordement pour les trois premières des huit caméras à installer, soit deux à proximité de la gare du Calevoet et une à hauteur du carrefour De Fré/Rue Rouge, ont été demandés à l'Intercommunale S.C.R.L. Sibelga à 1000 Bruxelles;

Vu les devis reçus en date du 26 octobre 2011 de l'intercommunale S.C.R.L. Sibelga s'élevant à 3 x 1.888,81 € (T.V.A. comprise), soit 5.666,43 € pour les frais de raccordement électrique;

Considérant qu'il est prudent de majorer le montant de l'offre reçue de 10% afin de prendre en compte les éventuelles dépenses imprévues en cours de réalisation des travaux et de le porter in fine au montant de 6.233,07 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense précitée à l'allocation "Raccordement électrique des caméras de surveillance" de l'article 421/731-60/80 du budget 2011 où figure un disponible de 25.000,00 €;

Considérant qu'il n'y a pas lieu que soit passé un marché public de travaux étant donné les statuts de l'intercommunale S.C.R.L. Sibelga,

Décide :

- d'approuver le projet des frais de raccordement électrique des trois caméras précitées sur le territoire de la commune d'Uccle (phase 4);

- d'engager la dépense de 6.233,07 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises) à l'article 421/731-60/80 du service extraordinaire du budget 2011;
- d'approuver le financement de la dépense par emprunt;
- de confier, eu égard à son statut, la réalisation des travaux à l'intercommunale S.C.R.L. Sibelga à 1000 Bruxelles aux conditions de ses offres de prix du 26 octobre 2011 pour la somme totale de 6.233,07 € (majoration 10 % et T.V.A. comprises).

Onderwerp 4A – 10 : **Leveren en plaatsen van een videobewakingssysteem op het grondgebied van de gemeente Ukkel (fase 4).- Kosten voor de elektrische aansluiting van drie camera's.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.**

De Raad,

Gelet op de aanduiding door het college in zitting van 28 december 2010 (onderwerp 4A-783) van de firma N.V. Securipoint te 1780 Wemmel in de hoedanigheid van opdrachtnemende leverancier voor de installatie van bewakingscamera's op het grondgebied van de gemeente Ukkel (fase 4) volgens de offerte van 13 december 2010 voor het gecontroleerde bedrag van 162.664,33 € (excl. btw) en gebracht op het bedrag van 216.506,21 € (10 % vermeerdering en 21 % btw inbegrepen);

Overwegende dat het noodzakelijk is deze te plaatsen camera's te voeden met 220 V-stroom en dat hiertoe een offerte voor de aansluiting van de eerste drie van de acht te plaatsen camera's, namelijk twee in de nabijheid van het station van Calevoet en een ter hoogte van het kruispunt De Fré/Rodestraat, gevraagd is aan de intercommunale cvba Sibelga te 1000 Brussel;

Gelet op de op 26 oktober 2011 ontvangen offerte van de intercommunale cvba Sibelga voor een bedrag van 3 x 1.888,81 € (btw inbegrepen), of 5.666,43 € voor de elektrische aansluitkosten;

Overwegende dat het aangewezen is het bedrag van de offerte met 10 % te verhogen om rekening te houden met eventuele onvoorziene uitgaven tijdens de uitvoering van de werkzaamheden en dat het uiteindelijke bedrag zo gebracht wordt op 6.233,07 € (10 % vermeerdering en btw inbegrepen);

Overwegende dat de bovenvermelde uitgave geboekt dient te worden onder de toelage "Elektrische aansluiting bewakingscamera's" van artikel 421/731-60/80 van de begroting van 2011 waarop 25.000,00 € beschikbaar is;

Overwegende dat er niet overgegaan dient te worden tot een openbare aanbesteding, gelet op de statuten van de intercommunale cvba Sibelga,

Keurt de volgende punten goed :

- het ontwerp voor de elektrische aansluitkosten van de drie bovenvermelde camera's op het grondgebied van de gemeente Ukkel (fase 4);
- het boeken van de uitgave van 6.233,07 € (10 % vermeerdering en btw inbegrepen) onder artikel 421/731-60/80 van de buitengewone begroting 2011;
- de financiering van de uitgave door een lening;
- de uitvoering van de werkzaamheden, gelet op de statuten van de intercommunale, toe te wijzen aan de intercommunale cvba Sibelga te 1000 Brussel tegen de voorwaarden van de prijsofferte van 26 oktober 2011 voor de totale som van 6.233,07 € (10 % vermeerdering en btw inbegrepen).

Objet 4C – 1 : **Environnement.- Subside annuel de fonctionnement à l'A.S.B.L. Chats Libres pour la stérilisation des chats errants.**

Le Conseil,

Vu la délibération du Collège échevinal du 16 septembre 2008 autorisant la demande annuelle de subside auprès de Bruxelles Environnement;

Vu la décision de Bruxelles Environnement du 1er octobre 2008 d'octroyer un subside d'un montant annuel maximum de 4.000 € aux Communes pour la stérilisation des chats errants;

Vu la décision de Bruxelles Environnement du 4 octobre 2011 d'octroyer un subside d'un montant de 2.955 € à la Commune d'Uccle pour l'année 2010 pour la stérilisation des chats errants;

Considérant que, au vu des premiers chiffres de 2011, le nombre d'interventions de l'A.S.B.L. Chats Libres sur le territoire communal devrait être équivalent à celui de 2010 et que le subside de Bruxelles Environnement devrait donc être du même ordre de grandeur que celui de cette année-là;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 30 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le document de demande de subvention établi par la Commune et qui sera soumis à l'A.S.B.L. Chats Libres dès accord d'octroi de subside par le Collège;

Considérant que la Commune collabore avec succès avec l'A.S.B.L. Chats Libres depuis de nombreuses années dans le cadre d'un programme de stérilisation et de soins aux chats errants;

Etant donné qu'un montant de 4.000 € est inscrit au budget 2011 à l'article 875/332-02/93;

Marque son accord sur l'octroi d'un subside de 4.000 € à l'A.S.B.L. Chats Libres pour son action de stérilisation de chats errants sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Onderwerp 4C – 1 : Milieu.- Jaarlijkse werkingstoelage aan de V.Z.W. Chats Libres voor de sterilisatie van zwervkatten.

De Raad,

Gelet op de beraadslaging van het Schepencollege van 16 september 2008 waarbij de jaarlijkse subsidieaanvraag bij Leefmilieu Brussel werd toegestaan;

Gelet op de beslissing van Leefmilieu Brussel van 1 oktober 2008 om een subsidie van een bedrag van 4.000 € toe te staan aan de Gemeenten voor de sterilisatie van zwervkatten;

Gelet op de beslissing van Leefmilieu Brussel van 4 oktober 2011 om een subsidie toe te staan van een bedrag van 2.955 € in de gemeente Ukkel voor het jaar 2010 voor de sterilisatie van zwervkatten;

Overwegende dat, bij nazicht van de eerste cijfers van 2011, het aantal interventies van de V.Z.W. Chats Libres op het gemeentelijk grondgebied gelijkaardig zou moeten zijn aan die van 2010 en dat de subsidie van Leefmilieu Brussel dus van dezelfde grootte zou moeten zijn als die van dit jaar;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 30 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 betreffende de controle van de toekenning en het gebruik van de subsidies die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op het door de gemeente opgestelde subsidieaanvraagdocument dat aan de V.Z.W. Chats Libres zal worden voorgelegd zodra het College heeft ingestemd met het toekennen van de subsidie;

Overwegende dat de Gemeente al talrijke jaren met succes met de V.Z.W. Chats Libres samenwerkt in het kader van een programma voor de sterilisatie en zorgverlening aan zwervkatten;

Aangezien een bedrag van 4.000 € onder artikel 875/332-02/93 van de begroting 2011 ingeschreven staat;

Keurt de toekenning van een subsidie van 4.000 € goed aan de V.Z.W. Vrije Katten voor hun actie voor de sterilisatie van zwerfkatten op het grondgebied van de Gemeente Ukkel.

Objet 4C – 2 : **Environnement.- Subsidies d'encouragement à diverses associations actives en matière d'environnement.**

M./de h. Cohen s'étonne que ces trois sociétés n'ont pas de siège à Uccle alors qu'il existe des A.S.B.L., associations ou sociétés, situées sur Uccle, qui se battent pour la protection de l'environnement, par exemple le plateau Avijl et Engeland. Un subsidie aurait pu leur être donné.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools rappelle qu'en matière de subsides aux associations environnementales, la politique suivie n'est pas celle d'associations subsidiées de manière récurrente. Les dons ne sont pas attribués aux mêmes associations chaque année. Ce n'est pas le rôle de la commune de subsidier des associations qui se constituent uniquement pour se battre contre des projets urbanistiques et, subsidiairement, pour faire des procès à la commune contre les permis qu'elle délivre.

Le service des Travaux prône des associations environnementales. Trois sont au-dessus du lot à savoir l'association protectrice des arbres en forêt de Soignes, située à Uccle, la Ligue royale belge pour la protection des Oiseaux et les Ateliers de la rue Voot à Woluwé-Saint-Lambert, qui vont créer une antenne à Uccle.

Objet 4C – 2 : **Environnement.- Subsidies d'encouragement à diverses associations actives en matière d'environnement.**

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 1.800 € est prévu à l'article 879/332-02/93 du budget 2011 pour des "Subsidies à diverses associations actives en matière d'environnement";

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu la circulaire du 9 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 ayant pour objet le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes;

Vu le formulaire de demande de subsides élaboré par le Comité de Direction pour des subsides de moins de 1.250 €;

Attendu que ces subsides sont accordés en fonction des thèmes qui sont d'actualité à Uccle et ailleurs;

Vu le courrier de sollicitation adressé au Collège par la "Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux" (LRBPO), rue de Veeweyde 43-45 à 1070 Bruxelles, afin d'obtenir un soutien financier pour contribuer à ses actions de protection de l'avifaune;

Considérant que :

- cette association prend en charge, soigne et transporte des animaux sauvages via l'association et son centre de soins;

- lors de l'année 2010, année de la biodiversité, la prise de conscience au sein du public a été réelle, avec pour corolaire une très nette augmentation du nombre de demandes d'intervention pour soigner l'avifaune, passant ainsi de 1.750 nouveaux animaux traités à plus de 3.300;

- la Ligue avait introduit une demande de soutien en 2010 juste après la décision du Conseil communal d'octroyer le subsidie à trois autres associations;

- la demande peut faire l'objet d'un subsidie en 2011;

Considérant par ailleurs que l'A.S.B.L. "Les ateliers de la rue Voot", rue Voot 91 à 1200 Bruxelles, a notamment pour objet la formation des habitants aux techniques de construction et d'entretien de panneaux solaires thermiques et l'entretien des vélos;

Considérant que :

- cette association a une vocation sociale et environnementale intéressantes en dispensant la formation et en fournissant l'accompagnement nécessaire aux personnes désireuses d'assembler et de placer eux-mêmes à bon compte leur panneaux solaires thermiques et d'entretenir ceux-ci;

- ces ateliers portent par ailleurs sur le bon entretien de son vélo, dans une optique de mobilité durable;

- cette A.S.B.L. a pris contact avec le service communal de la Prévention afin de co-organiser un atelier d'apprentissage à l'entretien des vélos, selon des modalités qui restent encore à définir;

Considérant enfin que "L'association protectrice des arbres en forêt de Soignes", association de fait sise chaussée de Waterloo 1325C à 1180 Bruxelles a organisé une exposition sur le thème du Hêtre dans la civilisation européenne au Doyenné du 20 au 30 octobre 2011, ainsi qu'un cycle de conférences, événements mobilisateurs pour la protection de la flore arborée qui couvre une partie importante de notre territoire;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) octroi d'un subside d'un montant de 600 € pour la "Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux A.S.B.L.";

- 2) octroi d'un subside d'un montant de 600 € pour "Les ateliers de la rue Voot A.S.B.L.";

- 3) octroi d'un subside d'un montant de 600 € à l'association "L'association protectrice des arbres en forêt de Soignes".

Onderwerp 4C – 2 : Milieu.- Aanmoedigingstoelagen aan actieve verenigingen inzake leefmilieu.

De Raad,

Gelet op krediet van 1.800 € dat voorzien is onder artikel 879/332-02/93 van de begroting van 2011 voor "Subsidies aan diverse verenigingen die actief zijn op het vlak van milieu";

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet op de omzendbrief van 9 november 2006 betreffende de wet van 14 november 1983 met als onderwerp de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies die door de gemeenten worden toegekend;

Gelet op het subsidieaanvraagformulier opgesteld door het directiecomité voor subsidies van minder dan 1.250 €;

Overwegende dat deze subsidies toegestaan worden in functie van de thema's die actueel zijn in Ukkel en elders;

Gelet op de aan het college gerichte schriftelijke aanvraag van de Ligue Royale Belge pour la Protection des Oiseaux (LRBPO), Veeweydestraat 43-45 te 1070 Brussel om financiële steun te krijgen als steun voor haar acties om de vogelwereld te beschermen;

Overwegende dat :

- deze vereniging wilde dieren ten laste neemt, verzorgt en vervoert via de vereniging en haar verzorgingscentrum;

- in het jaar 2010, jaar van de biodiversiteit, de sensibilisering van het grote publiek reëel was, met als gevolg een sterke stijging van het aantal vragen tot tussenkomst om vogels te verzorgen van 1.750 nieuw behandelde dieren tot meer dan 3.300;

- de liga in 2010 een subsidieaanvraag heeft ingediend net na het besluit van de gemeenteraad om een subsidie toe te kennen aan drie andere verenigingen;

- de aanvraag aanleiding kan geven tot een subsidie in 2011;

Overwegende dat de V.Z.W. Les ateliers de la rue Voot, Vootstraat 91 te 1200 Brussel als doelstelling heeft inwoners te vormen rond technieken om zonnepanelen te bouwen en te onderhouden en om fietsen te onderhouden;

Overwegende dat :

- deze vereniging een interessant sociaal en milieu-oogmerk heeft door opleidingen te geven en de nodige begeleiding te bieden aan mensen die zelf zonnepanelen willen bouwen, plaatsen en onderhouden;

- deze ateliers ook gaan over het goede fietsonderhoud met het oog op een duurzame mobiliteit;

- deze V.Z.W. contact heeft opgenomen met de Preventiedienst van de gemeente om een workshop rond fietsonderhoud mee te organiseren volgens modaliteiten die nog bepaald moeten worden;

Overwegende tot slot dat de Vereniging voor de Bescherming van de Bomen in het Zoniënwood, feitelijke vereniging gevestigd in de Waterlooosesteenweg, 1325C te 1180 Brussel van 20 tot 30 oktober 2011 in de Dekenij een tentoonstelling organiseert rond het thema van de beuk in de Europese beschaving, alsook een cyclus van lezingen en evenementen om het publiek bewust te maken van de bescherming van bomen, die een aanzienlijk deel van ons grondgebied innemen;

Op voorstel van het schepencollege,

Besluit de volgende punten goed te keuren :

1) toekenning van een subsidie voor een bedrag van 600 € voor de V.Z.W. Ligue Royale Belge pour la Protection des Osieaux;

2) toekenning van een subsidie voor een bedrag van 600 € voor de V.Z.W. Les ateliers de la rue Voot;

3) toekenning van een subsidie voor een bedrag van 600 € voor de vereniging Vereniging voor de Bescherming van de Bomen in het Zoniënwood.

Objet 4D – 1 : Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit:

Abrogations :

Article 1.C.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqué en regard de chacune d'elles, sauf pour les cyclistes.

1.C.107.- Rue Edouard Michiels, de la rue des Myosotis à la rue de Stalle;

Article 13.D.- Des flèches de sélection sont tracées sur les voies ci-après à l'approche du ou des carrefours mentionnés à la suite de chacune d'elles :

13.D.11.- Rue du Merlo, à l'approche du carrefour formé avec la chaussée de Neerstalle;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.339.- Avenue du Silence, au carrefour avec la chaussée d'Alseberg;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.143.- Rue Baron Guillaume Van Hamme, n° 33, sur 27 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.160.- Rue Général Lotz, 84, sur une distance de 6 m;

Rectifications :

Article 1.A.- Il est interdit à tout conducteur de circuler sur les voies ci-après dans le sens et sur le tronçon indiqués en regard de chacune d'elles.

1.A.187.- Rue Baron Perelman, du n° 4 jusqu'à l'avenue Jean et Pierre Carsoel;

Article 13.B.- La chaussée est divisée en deux bandes de circulation par des lignes blanches aux endroits suivants :

13.B.6.- Avenue Jean et Pierre Carsoel, au carrefour de l'avenue de Mercure et de l'avenue Albert Lancaster (courbe) : continue et discontinue;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.100.- Rue Auguste Danse, 25, sur une distance de 12 m;

17.II.1.d.102.- Rue Général Lotz, 86, sur une distance de 12 m;

17.II.1.d.141.- Rue Pierre de Puysseleer, à hauteur du n° 92, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.176.- Rue François Vervloet, 167, sur 12 m;

17.II.1.d.249.- Rue François Vervloet, 166, sur 12 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.2- aux voitures.

17.II.2.12.- Avenue Joseph Jongen, entre l'îlot directionnel et l'avenue Adolphe Wansart;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci après :

22.E.3.- Avenue Vanderaey;

22.E.5.- Rue Henri Van Zuylen;

22.E.6.- Rue de la Pêcherie - avenue Den Doorn - clos du Drossart;

Nouvelles dispositions :

Article 4.A.- L'accès des voies ci-après est interdit aux conducteurs de véhicules dont le poids en charge dépasse le poids indiqué :

4.A.39.- Drève Pittoresque : 3,5 tonnes (excepté desserte locale), conjointement avec la commune de Rhode-Saint-Genèse;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.437.- Avenue de Messidor, à hauteur du n° 298;

13.E.438.- Avenue de Beersel, à hauteur du n° 23;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.267.- Rue de la Mutualité, 101 (deux zones);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.73.- Avenue de la Floride, au mitoyen des n°s 39-41, Résidence officielle de l'Ambassadeur de la Bolivie;

17.II.1.b.74.- Avenue Van Bever, 20, Résidence officielle de l'Ambassadeur du Kazakhstan;

17.II.1.b.75.- Avenue Van Bever, 30 (3 emplacements), Chancellerie diplomatique du Kazakhstan;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.252.- Chaussée de Saint-Job, du côté opposé aux n° 241-259;

17.II.1.d.253.- Rue Baron Perelman, 4;

17.II.1.d.254.- Rue Baron Perelman, 2;

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.157.- Avenue Adolphe Dupuich, côté pair, à son débouché sur l'avenue Léo Errera;

Article 22.A.c.- Une zone de stationnement comprenant des emplacements délimités et pourvus de parcomètres ou d'horodateurs limitant la durée de stationnement conformément aux dispositions de l'article 27.3 de l'A.R. est créée sur les voies suivantes:

22.A.c.f- Zones vertes (Uccle - Etoile Coghen)

22.A.c.f.7.- Avenue Coghen, du n° 1 au n° 5 et à hauteur du n° 2;

Article 22.C.- Une zone résidentielle est réalisée aux endroits suivants, conformément aux plans annexés :

22.C.8.- Rue Baron Perelman;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci après :

22.E.226.- Rue Charles Bernaerts;

22.E.227.- Avenue Arnold Delvaux;

22.E.228.- Place Emile Danco;

22.E.229.- Rue Robert Scott;

22.E.230.- Avenue d'Overhem;

22.E.231.- Rue de la Fauvette.

Onderwerp 4D – 1 : **Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 1.C.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder verboden te rijden in de richting en op het wegvak, als aangeduid voor elk van deze wegen, uitgezonderd voor fietsers :

1.C.107.- Edouard Michielsstraat, van de Vergeet-mij-nietjesstraat tot de Stallestraat;

Artikel 13.D.- Voorsorteringpijlen worden aangebracht op de onderstaande wegen bij het naderen van de vermelde kruispunten :

13.D.11.- Merlostraat, vlakbij het kruispunt met de Neerstallesteenweg;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.339.- Stillelaan, aan het kruispunt met de Alsebergsesteenweg;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.143.- Baron Guillaume Van Hammestraat, nr 33, over 27 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.160.- Generaal Lotzstraat, 84, over een afstand van 6 m;

Verbeteringen :

Artikel 1.A.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder verboden te rijden in de richting en op het wegvak, als aangeduid voor elk van deze wegen :

1.A.187.- Baron Perelmanstraat, van het nr 4 tot de Jean en Pierre Carsoellaan;

Artikel 13.B.- De rijbaan wordt verdeeld in rijstroken door witte lijnen op de volgende plaatsen :

13.B.6.- Jean en Pierre Carsoellaan, aan het kruispunt met de Mercuriuslaan en de Albertlaan Lancaster (bocht): doorlopend en onderbroken;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.100.- Auguste Dansestraat, 25, over een afstand van 12 m;

17.II.1.d.102.- Generaal Lotzstraat, 86, over een afstand van 12 m;

17.II.1.d.141.- Pierre de Puysseleerstraat, ter hoogte van het nr 92, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.176.- François Vervloetstraat, 167, over 12 m;

17.II.1.d.249.- François Vervloetstraat, 166, over 12 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.2- auto's.

17.II.2.12.- Joseph Jongenlaan, tussen de verkeersgeleider en de Adolphe Wansartlaan;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.3.- Vanderaeylaan;

22.E.5.- Henri Van Zuylenstraat;

22.E.6.- Visserijstraat - Den Doornlaan - Drossartgaarde;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 4.A.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder van voertuigen met een gewicht hoger dan het vermelde gewicht verboden te rijden :

4.A.39.- Schilderachtige dreef : 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening), gezamenlijk met de gemeente conjointement avec la commune de Sint-Genesius-Rode;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.437.- Messidorlaan, ter hoogte van het nr 298;

13.E.438.- Beersellaan, ter hoogte van het nr 23;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.267.- Onderlinge Bijstandstraat, 101 (twee zones);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.73.- Floridalaan, aan de scheidingsmuur van de nrs 39-41, officiële residentie van de ambassadeur van Bolivië;

17.II.1.b.74.- Van Beverlaan, 20, officiële residentie van de ambassadeur van Kazachstan;

17.II.1.b.75.- Van Beverlaan, 30 (3 plaatsen), diplomatieke kanselarij van Kazachstan;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.252.- Sint-Jobsesteenweg, van de kant tegenover de nrs 241-259;

17.II.1.d.253.- Baron Perelmanstraat, 4;

17.II.1.d.254.- Baron Perelmanstraat, 2;

Artikel 19.- Parkeren is verboden op de volgende plaatsen :

19.157.- Adolphe Dupuichlaan, even kant, aan de uitgang naar de Léo Erreralaan;

Artikel 22.A.c.- Een parkeerzone met afgebakende parkeerplaatsen en met parkeerautomaten die de parkeertijd beperken overeenkomstig artikel 27.3 van het KB wordt voorzien op de volgende wegen :

22.A.c.f- Groengebieden (Ukkel - Ster Coghén)

22.A.c.f.7.- Coghénlaan, van het nr 1 tot het nr 5 en ter hoogte van het nr 2;

Artikel 22.C.- Een woongebied wordt voorzien op de volgende plaatsen, overeenkomstig de toegevoegde plannen :

22.C.8.- Baron Perelmanstraat;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.226.- Charles Bernaertsstraat;

22.E.227.- Arnold Delvauxlaan;

22.E.228.- Emile Dancoplein;

22.E.229.- Robert Scottstraat;

22.E.230.- Overhemlaan;

22.E.231.- Grasmusstraat.

Objet 4D – 2 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations et nouvelles dispositions.- Zones de chargement et de déchargement.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation ou une nouvelle disposition,
Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit:

Abrogations :

Article 18.- Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement tracés dans les rues suivantes :

18.12.- Avenue Legrand, 92-96, sur une distance de 16 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 14h30 et de 18h00 à 23h00;

18.13.- Rue Dodonée, face au mitoyen, des n°s 65 et 67, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 6h00 à 12h00;

18.15.- Rue Edith Cavell, 212, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 15h00;

18.16.- Rue Xavier De Bue, 26, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 12h00;

18.17.- Place Emile Danco, 14-13, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 14h00;

18.18.- Rue du Doyenné, à hauteur du n° 16, sur une distance de 16 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 18h00;

18.19.- Parvis Saint-Pierre, 22 à 18, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h00;

18.20.- Rue du Doyenné, 130, sur une distance de 10 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00;

Nouvelles dispositions :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.262.- Rue du Doyenné, 130, sur une distance de 10 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.263.- Parvis Saint-Pierre, 22 à 18, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.264.- Rue du Doyenné, à hauteur du n°16, sur une distance de 16 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 18h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.265.- Place Emile Danco, 14-13, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 14h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.266.- Rue Xavier De Bue, 26, sur une distance de 12 m, du lundi au samedi, de 8h00 à 12h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.267.- Rue Edith Cavell, 212, sur une distance de 12m, du lundi au vendredi, de 7h00 à 15h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.268.- Rue Dodonée, face au mitoyen des n°s 65 et 67, sur une distance de 12 m, du lundi au vendredi, de 6h00 à 12h00 (zone de chargement et de déchargement);

14.269.- Avenue Legrand, 92-96, sur une distance de 16 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 14h30 et de 18h00 à 23h00 (zone de chargement et de déchargement).

Onderwerp 4D – 2 : Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen en nieuwe bepalingen.- Laad- en loszones.

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 18.- Het parkeren is betalend in de parkeerruimten aangebracht op de volgende wegen :

18.12.- Legrandlaan, 92-96, over een afstand van 16 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 14.30 en van 18 tot 23 uur;

18.13.- Dodonéestraat, tegenover de scheidingsmuur, van de nrs 65 en 67, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 6 tot 12 uur;

18.15.- Edith Cavellstraat, 212, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 15 uur;

18.16.- Xavier De Buestraat, 26, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 12 uur;

18.17.- Emile Dancoplein, 14-13, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 14 uur;

18.18.- Dekenijstraat, ter hoogte van het nr 16, over een afstand van 16 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 18 uur;

18.19.- Sint-Pietersvoorplein, 22 tot 18, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 17 uur;

18.20.- Dekenijstraat, 130, over een afstand van 10 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 17 uur;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.262.- Dekenijstraat, 130, over een afstand van 10 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 17 uur (laad- en loszone);

14.263.- Sint-Pietersvoorplein, 22 tot 18, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 17 uur (laad- en loszone);

14.264.- Dekenijstraat, ter hoogte van het nr 16, over een afstand van 16 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 18 uur (laad- en loszone);

14.265.- Emile Dancoplein, 14-13, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 14 uur (laad- en loszone);

14.266.- Xavier De Buestraat, 26, over een afstand van 12 m, van maandag tot zaterdag, van 8 tot 12 uur (laad- en loszone);

14.267.- Edith Cavellstraat, 212, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 15 uur (laad- en loszone);

14.268.- Dodonéestraat, tegenover de scheidingsmuur van de nrs 65 en 67, over een afstand van 12 m, van maandag tot vrijdag, van 6 tot 12 uur (laad- en loszone);

14.269.- Legrandlaan, 92-96, over een afstand van 16 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 14.30 en van 18 tot 23 uur (laad- en loszone).

Objet 4E – 1 : Migration des bases de données Works de l'Urbanisme en Mysql (INF/154).- Approbation de la dépense et des documents d'adjudication.

Le Conseil,

Attendu que l'article budgétaire 139/122-02/53 prévoit un crédit de 15.000 € réservé aux honoraires et indemnités pour études et travaux au budget ordinaire de l'exercice 2011;

Attendu qu'il est urgent de migrer 6 bases de données Works en Mysql pour que le personnel de l'Urbanisme puisse gérer ces bases de données à la manière du programme Urba développé par BGI;

Considérant que la dépense globale peut être estimée à 11.495 € (TVAC);

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 234;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment son article 17, § 2, 1° f);

Vu l'Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment son article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Attendu que ces acquisitions peuvent faire l'objet d'un seul marché à procédure négociée sans publicité;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité :

1) le principe de l'acquisition et l'estimation de la dépense (11.495 € TVAC) à imputer à l'article 139/122-02/53;

2) la passation d'un seul marché par procédure négociée sans publicité.

Onderwerp 4 E – 1 : Overbrenging van de Works-databases van Stedenbouw naar Mysql.- Goedkeuring van de uitgave en de aanbestedingsdocumenten.

De Raad,

Aangezien het gewone budget van het dienstjaar 2011 een krediet voorziet van 15.000 € op het artikel 139/122-02/53 bedoelt voor honoraria en vergoedingen.

Aangezien het dringend is de 6 Works-databases over te brengen naar Mysql zodat het personeel van de dienst Stedenbouw hun programma Urba, ontwikkelt door BGI, verder kan beheren;

Overwegend dat de globale uitgave geschat is op 11.495 € (BTWincl.);

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 234;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, meer bepaald artikel 17, § 2, 1° f);

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, meer bepaald artikel 120;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Aangezien deze aankoop het onderwerp kan uitmaken van een leveringsopdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Gelet op het voorstel van het College van Burgemeester en schepenen en na beraadslaagd te hebben,

Keurt éénparig goed :

1) het principe van aankoop en de raming van de uitgave (11.495 € T.V.A. inbegrepen) te boeken onder artikel 139/122-02/53.

- 2) het afsluiten van een opdracht via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

Objet 6A – 1 : Budget 2011.- Modifications budgétaires n°s 4 et 5 (injection résultats du compte 2010)

Le Conseil,

Considérant que pour les motifs indiqués au tableau 2 reproduit d'autre part, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées,

Décide à l'unanimité :

Le Budget extraordinaire communal est modifié conformément aux indications portées au tableau 2 et le nouveau résultat du budget arrêté aux chiffres figurant au tableau 1.

Onderwerp 6A – 1 : Begroting 2011.- Begrotingswijzigingen nrs 4 en 5 (invoering resultaten van de rekening 2010).

De Raad,

Overwegende dat bepaalde kredieten van de begroting dienen te worden herzien om redenen voorgesteld in tabel 2,

Beslist éénparig :

De Buitengewone begroting is gewijzigd om redenen overeenkomstig de aanwijzingen in tabel 2 en het nieuwe resultaat wordt vastgesteld door de bedragen voorgesteld in tabel 1.

Objet 6A – 2 : Douzième provisoire pour l'exercice budgétaire 2012.

Le Conseil,

Vu l'article 14 du Règlement général de la comptabilité communale;

Vu la nécessité de s'assurer de pouvoir faire face aux obligations les plus immédiates qui se présenteront dès le début du nouvel exercice budgétaire et d'écartier tout risque de blocage dans le cas extrême où le budget 2012 ne pourrait pas être voté en décembre 2011;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide de demander à l'autorité de tutelle l'autorisation de disposer pour 2012 de crédits provisoires à concurrence d'un douzième des allocations portées au budget ordinaire de l'exercice précédent et approuvées par l'autorité supérieure.

Onderwerp 6A – 2 : Voorlopige twaalfde voor het begrotingsjaar 2012.

De Raad,

Gezien artikel 14 van het algemene reglement op de gemeentelijke boekhouding;

Gezien de noodzaak tegemoet te kunnen komen aan de dringendste verplichtingen die zich zouden voordoen vanaf het begin van het nieuwe begrotingsjaar en alle risico van blokkeren te vermijden indien in uiterste geval de begroting 2012 niet gestemd zou zijn in december 2011;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit aan de voogdijoverheid de toelating te vragen voor 2012 te mogen beschikken over voorlopige kredieten ten belope van één twaalfde van de toewijzigingen van de gewone begroting van het vorige dienstjaar en goedgekeurd door de hogere overheid.

Objet 6B – 1 : Economie ucquoise.- Subsidies d'encouragement aux Associations des Commerçants et Artisans ucquois et à la Commission Consultative des Associations de Commerçants et Artisans Ucquois.- Année 2011.

Mme/Mevr Charlier s'étonne de la répartition des montants qui devrait être plus équitable. Uccle centre, qui reçoit 2.800 € c'est-à-dire le maximum, est un quartier qui a moins besoin d'aide que les quartiers Saint-Job, Vanderkindere ou Cavell qui sont moins dynamiques et moins visibles habituellement.

M. l'Echevin/de h. schepen Dillies répond que la répartition se fait au prorata du nombre de commerces et sur base des projets.

Mme/Mevr Charlier propose de faire le changement par rapport au besoin de vitalisation et non pas en fonction du nombre de commerces.

M. l'Echevin/de h. schepen Dillies explique qu'il faut tenir compte des projets rendus sur l'année par les associations de commerçants.

M./de h. Desmet propose de dynamiser davantage les noyaux commerciaux en déperdition, ce qui rendrait vraiment service à la population. Inverser, comme Mme Charlier le propose, serait une solution.

M. l'Echevin/de h. schepen Dillies répond que de nombreux contacts sont pris pour aider ponctuellement les petits noyaux commerciaux et des efforts sont faits par la commune pour les dynamiser (illuminations de fin d'année, pose de fleurs,...).

Objet 6B – 1 : Economie ucquoise.- Subsidies d'encouragement aux Association des Commerçants et Artisans ucquois et à la Commission Consultative des Associations de Commerçants et Artisans ucquois.- Année 2011.

Le Conseil,

Vu qu'un crédit de 15.000 € a été inscrit au budget 2011 à l'article 520/332/02-60 en faveur des associations de commerçants et à la Commission Consultative des commerçants et Artisans ucquois;

Attendu que chaque groupement a fait parvenir un rapport des activités réalisées et prévues pour l'année à venir, les comptes, le rapport de gestion et de la situation financière;

Que le Collège, en sa séance du 8 novembre 2011, a réparti les subsidies pour l'année 2011 de la manière suivante :

- Bourdon	1.350 €
- Fort-Jaco	2.200 €
- Uccle centre	2.800 €
- Vanderkindere	1.150 €
- Bascule	2.300 €
- Saint-Job	600 €
- Vanderkindere/Cavell	600 €
- Commission Consultative	4.000 €

TOTAL : 15.000 €

Onderwerp 6B – 1 : Ukkelse Economie.- Subsidies aan Verenigingen van Ukkelse Handelaars en Ambachtslieden en Adviescommissie van de Verenigingen ter Ukkelse handelaars en ambachtslieden 2011.

De Raad,

Aangezien de begroting van 2011 een krediet van 15.000 € bevat onder artikel 520/332/02-60 ten bate van de handelaarsverenigingen en van de Adviescommissie van Ukkelse handelaren en ambachtslieden;

Aangezien elke groep een verslag heeft ingediend van de uitgevoerde activiteiten en de voor het volgende jaar voorziene activiteiten, alsook de rekeningen, het verslag van het beheer en van de financiële toestand;

Dat het College, in zitting van 8 november 2011 gezien de activiteiten van de verenigingen, de toelagen voor 2011 als volgt heeft verdeeld :

- Horzel	1.350 €
- Fort-Jaco	2.200 €
- Ukkel centrum	2.800 €
- Vanderkindere	1.150 €
- Bascule	2.300 €
- Sint-Job	600 €
- Vanderkindere/Cavell	600 €
- Adviescommissie	4.000 €

TOTAAL : 15.000 €

Bekrachtigt deze beslissing.

- M. l'échevin Cools sort -
- de h. Cools verlaat de zaal -

Objet 6C – 1 : A.S.B.L. Promotion des Parcs Publics et des Espaces Verts publics.- Budget 2012.- Approbation.

M./de h. Cohen demande des explications concernant les 1.500 € pour un concours photo.

M. l'Echevin/de h. schepen Dillies répond que le service ucclois de la jeunesse a décidé d'organiser un concours photo pour les jeunes. Il serait intéressant que des photographes amateurs puissent photographier les espaces verts. Dans le cadre de ce concours, l'A.S.B.L. "Les espaces verts" s'allie avec l'A.S.B.L. "Service Ucclois de la Jeunesse" pour promouvoir les espaces verts.

M./de h. Cohen reproche que les activités de la commune soient déplacées vers des A.S.B.L.. La Commune a donc moins de contrôle.

M./de h. Desmet propose de choisir une entreprise de travail adapté.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès répond que la commune travaille beaucoup avec Les jeunes jardiniers,....

Objet 6C – 1 : A.S.B.L. Promotion des parcs publics et des espaces verts publics.- Budget 2012.- Approbation.

Le Conseil,

Vu que le budget projeté de l'A.S.B.L. Promotion des parcs publics et des espaces verts publics a été établi sur base des subsides communaux reçus en 2011;

Vu que les dépenses ont simplement été rajustées;

Vu qu'en séance du 17 octobre 2011, conformément à ses statuts, l'assemblée générale a approuvé le budget 2012 à l'unanimité,

Prend connaissance du budget proposé par l'A.S.B.L. Promotion des parcs publics et des espaces verts publics et l'approuve à l'unanimité sous réserve du montant qui sera inscrit au budget communal pour l'exercice 2012.

Onderwerp 6C – 1 : **V.Z.W. Ter bevordering van de openbare parken en openbare groene ruimten.- Begroting 2012.- Goedkeuring.**

De Raad,

Aangezien de ontworpen begroting van de V.Z.W. Ter bevordering van de openbare groene parken en openbare groene ruimten werd opgesteld op basis van de gemeentelijke subsidies verkregen in 2011;

Aangezien de uitgaven gewoon werden aangepast;

Aangezien in zitting van 17 oktober, in overeenstemming met zijn statuten, de algemene vergadering de begroting 2012 eenparig heeft goedgekeurd,

Neemt kennis van de door de V.Z.W. Ter bevordering van de openbare groene parken en openbare groene ruimten voorgestelde begroting en keurt die eenparig goed onder voorbehoud van het bedrag dat ingeschreven zal worden op de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2012.

Objet 6D – 1 : **Subsides d'encouragement aux mouvements de jeunesse.- Année 2011.**

Le Conseil,

Attendu qu'à l'article 76101/332-02/MJ/61 du budget 2011 prévoit un crédit de € 5 000,00 à titre de subventions aux mouvements de jeunesse;

Que le Collège en sa séance du 8 novembre 2011 a réparti les subsides pour l'année 2011 de la manière suivante :

- A.S.B.L. Antirides (Maison de jeunes)	400 €
- 43ème GCB Précieux-Sang	350 €
- Patro Sacré-Cœur	350 €
- Ligue Mary Jones	500 €
- 69ème FSC Précieux-Sang	400 €
- 46ème FSC N.D. de Boetendael	550 €
- 84ème Unité Saint-Joseph	400 €
- Unité Saint-Marc	650 €
- Groupe Honneur	500 €
- 39ème Unité N.D. de Boetendael	300 €
- 16ème N.D. du Rosaire	300 €
- 22ème N.D. du Rosaire	300 €

Que l'attribution de cette subvention est conforme aux dispositions prévues par la loi du 14 novembre 1983,

Ratifie cette décision.

Onderwerp 6D – 1 : **Aanmoedigingstoelagen aan jeugdbewegingen.- Jaar 2011.**

De Raad,

Aangezien artikel 76101/332-02/MJ/61 van de begroting 2011 een krediet voorziet van € 5.000 ten titel van aanmoedigingstoelagen aan de jeugdbewegingen;

Dat het College, in zitting van 8 november 2011, de toelage als volgt heeft beslist te verdelen :

- V.Z.W. Antirides (Jeugdhuis)	400 €
- 43de GCB Kostbaar Bloed	350 €
- Patro Sacré-Cœur	350 €
- Ligue Mary Jones	500 €
- 69de FSC Kostbaar Bloed	400 €
- 46de FSC OLV van Boetendael	550 €
- 84de Sint-Jozef	400 €
- Eenheid Sint-Marcus	650 €

- Groupe Honneur 500 €
- 39de Eenheid O.L.V. van Boetendael 300 €
- 16de O.L.V. van de Rozenkrans 300 €
- 22de O.L.V van de Rozenkrans 300 €

Dat de toekenning van deze toelagen in overeenstemming is met de door de wet van 14 november 1983 voorziene voorwaarden,
Bekrachtigt deze beslissing.

Objet 7A – 1 : **Subsides aux services d'aides aux familles.- Exercice 2011.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 23.750,00 € est prévu à l'article 844/332-02/90 du budget 2011 "subsides aux services d'aide aux familles";

Considérant que le service de l'Action sociale fait appel à cinq organismes privés pour l'aider à faire face à toutes les demandes d'aides familiales et d'aides seniors;

Que ces cinq organismes repris ci-dessous ont introduit une demande de subsides pour 2011 :

- A.S.B.L. Centre familial de Bruxelles;
- A.S.B.L. Solidariteit voor het gezin;
- A.S.B.L. Aide et soins à domicile;
- A.S.B.L. Familiehulp;
- A.S.B.L. CSD;

Que les subsides peuvent être alloués en vertu du règlement voté par le conseil communal le 26 juin 2003;

Considérant que les subsides sont accordés au prorata du nombre d'ucclois aidés par chaque association;

Approuve comme suit la répartition des subsides pour 2011 :

- A.S.B.L. Centre familial de Bruxelles 11.649,71 €;
- A.S.B.L. Solidariteit voor het gezin 187,01 €;
- A.S.B.L. Aide et soins à domicile 1.929,84 €;
- A.S.B.L. Familiehulp 737,77 €;
- A.S.B.L. CSD 9.245,67 €.

Onderwerp 7A – 1 : **Toelagen aan diensten voor gezinshulp.- 2011.**

De Raad,

Aangezien een krediet van 23.750,00 € voorzien is op het artikel 844/332-02/90 van de begroting 2011 : "Toelagen aan diensten voor gezinshulp";

Overwegende dat de dienst voor Sociale Actie beroep doet op private instellingen om te kunnen beantwoorden aan alle aanvragen tot het bekomen van gezins- en bejaardenhelpsters;

Dat de vijf hieronder vermelde instellingen een aanvraag tot toelagen voor 2011 ingediend hebben :

- V.Z.W. "Centre familial de Bruxelles";
- V.Z.W. Solidariteit voor het gezin;
- V.Z.W. "Aide et soins à domicile";
- V.Z.W. Familiehulp;
- V.Z.W. CSD;

Dat deze toelagen mogen verleend worden krachtens het reglement gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 26 juni 2003;

Gezien de toelagen worden toegekend naar verhouding van het door elke vereniging aantal geholpen ukkelaars;

Keurt de verdeling van de toelagen voor 2011 als volgt goed :

- V.Z.W. Centre familial de Bruxelles 11.649,71 €;

- V.Z.W. Solidariteit voor het gezin	187,01 €;
- V.Z.W. Aide et soins à domicile	1.929,84 €;
- V.Z.W. Familiehulp	737,77 €;
- V.Z.W. CSD	9.245,67 €.

Objet 7A – 2 : **Subsides à divers organismes à caractère social.- Année 2011.**

Le Conseil,

Vu les crédits inscrits aux articles 84904/332-02/90 - 84901/332-02/90 et 833/332-02/90 du budget pour l'exercice 2011;

Vu la loi du 14 novembre 1983;

Attendu que ces associations ont présenté les documents nécessaires conformément aux conditions de l'arrêté royal du 14 novembre 1983,

Approuve la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 8 novembre 2011 d'attribuer les subsides suivant le tableau ci-annexé.

SUBSIDES POUR L'ANNEE 2011

Liste des différents organismes

Organismes à caractère social : article 84904/332-02/90 (alloc. budg. € 13.300)

	<u>2010</u>	<u>2011</u>
1. Association du Centre de Secours d'Uccle A.S.B.L.	€ 2.200	€ 2.300
2. Groupe 58 B Amnesty International	€ 250	€ 300
3. Fondation contre les affections respiratoires	€ 300	€ 400
4. Alzheimer Belgique asbl.	€ 600	€ 600
5. Télé Accueil	€ 625	€ 650
6. Centre Pluraliste Familial (C.P.F.)	€ 5.300	€ 5.300
7. Centre de Guidance pour enfants et adolescents	€ 650	€ 675
8. Ligue des Droits de l'Homme	€ 250	€ 250
9. Pirouette A.S.B.L.	€ 350	€ 350
10. La Roseraie a.s.b.l.	€ 600	€ 700
11. Maison Médicale Etoile Santé	€ 500	€ 600
12. Ligue Braille	€ 300	€ 400
13. Galipette A.S.B.L.	€ 200	€ 250
14. Transit	€ 525	€ 525
Ligue des Familles Section Uccle	€ 650	--
	-----	-----
TOTAL	€ 13.300	€ 13.300

Organismes s'occupant d'enfants moralement abandonnés - Prévention Sida

article 84901/332-02/90 (alloc. budg. € 7.600)

	<u>2010</u>	<u>2011</u>
15. Notre Abri	€ 1.500	€ 1.200
16. Maison de la Mère et de l'Enfant	€ 1.500	€ 1.200
17. Maison Familiale "Les Petits Sapins"	€ 1.500	€ 1.500
18. Dynamo a.s.b.l.	€ 1.700	€ 1.700
19. L'Etincelle Handisport	€ 400	€ 400
20. Sesame A.S.B.L.	€ 600	€ 800

21. CAP Habitat	€ 400	€ 500
22. A Ciel Ouvert		€ 300

TOTAL :	€ 7.600	€ 7.600

Handicapés : article 833/332-02/90 (alloc. budg. € 8.500)

	<u>2010</u>	<u>2011</u>
23. L'antirides "Ma Maison à Toi" (Centre de Jeunes)	€ 1.400	€ 1.500
24. Le Pré-Texte	€ 900	€ 1.000
25. Club Edelweiss	€ 900	€ 1.000
26. Kiwi Club	€ 600	€ 600
27. Association belge des paralysés (ABP)	€ 400	€ 400
28. Home J.Veldemans	€ 200	€ 200
29. Similes	€ 700	€ 900
31. Vivre Comme Avant	€ 300	€ 500
32. Fondation DAMIEN	€ 400	€ 400
33. Chapelle de Bourgogne	€ 1.000	€ 1.200
34. Altéo A.S.B.L.	€ 500	€ 600
35. de TRIANGEL	€ 200	
Le Bivouac	€ 1.200	--
	-----	-----
TOTAL :	€ 8.500	€ 8.500

Onderwerp 7A – 2 : **Toelagen aan verscheidene sociale instellingen.- Dienstjaar 2011.**

De Raad,

Gelet op de kredieten voorzien op de artikelen 84904/332-02/90 - 84901/332-02/90 en 833/332-02/90 van de begroting voor het jaar 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983;

Aangezien deze instellingen de nodige documenten hebben voorgelegd, overeenkomstig de voorwaarden bepaald in het koninklijk besluit van 14 november 1983,

Keurt het voorstel goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 8 november 2011 om toelagen toe te kennen volgens de bijgevoegde tabel.

TOELAGEN VOOR HET JAAR 2011

Lijst van de verschillende instellingen

Sociale instellingen : artikel 84904/332-02/90 (alloc. budg. € 13.300)

1. Association du Centre de Secours d'Uccle A.S.B.L.	€ 2.300
2. Groupe 58 B Amnesty International	€ 300
3. Fondation contre les affections respiratoires	€ 400
4. Alzheimer Belgique asbl.	€ 600
5. Télé Accueil	€ 650
6. Centre Pluraliste Familial (C.P.F.)	€ 5.300
7. Centre de Guidance pour enfants et adolescents	€ 675
8. Ligue des Droits de l'Homme	€ 250
9. Pirouette A.S.B.L.	€ 350
10. La Roseraie a.s.b.l.	€ 700
11. Maison Médicale Etoile Santé	€ 600
12. Ligue Braille	€ 400

13. Galipette A.S.B.L.	€ 250
14. Transit	€ 525

TOTAAL :	€ 13.300

Organismen die zich bezighouden met kinderen die moreel verwaarloosd zijn - Aids Preventie

artikel 84901/332-02/90 (alloc. budg. € 7.600)

15. Notre Abri	€ 1.200
16. Maison de la Mère et de l'Enfant	€ 1.200
17. Maison Familiale "Les Petits Sapins"	€ 1.500
18. Dynamo a.s.b.l.	€ 1.700
19. L'Étincelle Handisport	€ 400
20. Sesame A.S.B.L.	€ 800
21. CAP Habitat	€ 500
22. A Ciel Ouvert	€ 300

TOTAAL :	€ 7.600

Gehandicapten : artikel 833/332-02/90 (alloc. budg. € 8.500)

23. L'antirides "Ma Maison à Toi" (Centre de Jeunes)	€ 1.500
24. Le Pré-Texte	€ 1.000
25. Club Edelweiss	€ 1.000
26. Kiwi Club	€ 600
27. Association belge des paralysés (ABP)	€ 400
28. Home J.Veldemans	€ 200
29. Similes	€ 900
31. Vivre Comme Avant	€ 500
32. Fondation DAMIEN	€ 400
33. Chapelle de Bourgogne	€ 1.200
34. Altéo A.S.B.L.	€ 600
35. de TRIANGEL	€ 200

TOTAAL :	€ 8.500

Objet 7A – 3 : Subsidies aux Associations et Clubs du troisième âge.- Exercice 2011.

Le Conseil,

Attendu que lors du vote du budget communal pour l'exercice 2011, un crédit de 7.600 € a été inscrit à l'article 83402/332-02/71 à titre de subsides aux associations et clubs du troisième âge;

Compte tenu de l'importance des activités et du nombre de participants,

Décide de répartir les subsides pour l'année 2011 de la manière suivante :

<u>Dénomination</u>	<u>Subside octroyé</u>
- Club de l'Amitié (Rosaire)	500 €
- Notre Dame de la Consolation	300 €
- Club de l'Amitié (Doyenné)	500 €
- Club de la Joie	900 €
- Cercle des Fidèles	400 €
- "Zilverdraad"	550 €
- OKRA Sint-Job	200 €

- OKRA Kalevoet	400 €
- OKRA Ukkel Stalle	300 €
- RPUC – 3 ^e Age	900 €
- Association des Pensionnés et Retraités d'Uccle	1.200 €

	6.150 €

Onderwerp 7A – 3 : **Toelagen aan Verenigingen en Clubs voor de 3de Leeftijd voor het jaar 2011.**

De Raad,

Aangezien bij de stemming van de Gemeentebegroting voor het dienstjaar 2011 een krediet van 7.600 € werd ingeschreven onder artikel 83402/332-02/71 als subsidies aan Verenigingen en Clubs voor de 3de Leeftijd;

Rekening houdend met de georganiseerde activiteiten en het aantal deelnemers,

Besluit de toelagen voor het jaar 2011 als volgt te verdelen :

<u>Benaming</u>	<u>Toegekende toelage</u>
- Club de l'Amitié (Rosaire)	500 €
- Notre Dame de la Consolation	300 €
- Club de l'Amitié (Doyenné)	500 €
- Club de la Joie	900 €
- Cercle des Fidèles	400 €
- "Zilverdraad"	550 €
- OKRA Sint-Job	200 €
- OKRA Kalevoet	400 €
- OKRA Ukkel Stalle	300 €
- RPUC – 3 ^e Age	900 €
- Association des Pensionnés et Retraités d'Uccle	1.200 €

	6.150 €

Objet 7A – 4 : **Solidarité Nord-Sud.- Subsidies 2011.**

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 15.000 € est inscrit à l'article 150/332-02/90 du budget 2011;

Vu que les organismes ci-dessous ont présenté les documents nécessaires conformément aux conditions de la loi du 14 novembre 1983,

Décide d'approuver la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 8 novembre 2011 concernant la répartition du subsidie entre différents organismes de la manière suivante :

- Dynamo international (Kinshasa) : 5.000 €;

Mise en place d'un réseau d'éducateurs de rue et appui aux enfants et jeunes en situation difficile dans la ville de Kinshasa en vue d'une réinsertion socio-professionnelle, en collaboration avec le - CATSR (Comité d'Appui au Travail Social de Rue en RDC) ainsi que le soutient à la mise en œuvre de la loi portant protection de l'enfant en RDC.

- ACDA - Action et Coopération Développement dans les Andes au Pérou : 900 €;

Projet de construction et de gestion de serres familiales dans la Cordillère des Andes. Ce projet s'insère dans un projet plus vaste de sécurité alimentaire et de gestion autonome du développement local au Pérou.

- Goa A.S.B.L. : 700 €;

Création en Guinée d'un "éco hameau" visant à promouvoir une production agricole écologique dans le respect de l'écosystème local, ceci dans la perspective d'une autosuffisance.

- AHAZAZA : 2.000 €;

Aide à l'école libre AHAZAZA au Rwanda pour aménagement d'un parking et d'une plaine de mini-football.

- Pionniers 46è Longchamps : 400 €;

Aide à un camp humanitaire au Maroc avec l'association Imlil (région berbère) dont l'objectif est l'aide au développement de deux villages. Création d'une coopérative féminine d'argan, achèvement des travaux du local de l'association du village, forage de deux puits.

- ESF : 1.000 €;

Projet de mise en chantier d'un "jardin scolaire pédagogique" (création d'espaces pluridisciplinaires) au Nord Kivu- RDC, afin d'éveiller les élèves aux matières scolaires, y travailler des leçons de biologie, de géométrie, d'économie, de sciences.

- ESDIA A.S.B.L. : 1.000 €;

Projet de scolarisation d'orphelins et enfants vulnérables en RDC encadrés par l'A.S.B.L. VIPOT à Kinshasa, en particulier les enfants touchés directement ou indirectement par le SIDA.

- Jour d'Espérance : 1.500 €;

Projet à Zahlé au Liban d'aide au développement de personnes handicapées.

- A.S.B.L. "Men AnpilChay Pa Lou" à Haïti : 1.500 €;

Projet pour l'accès durable à l'eau potable pour la commune de la "Petite Rivière" de l'Artibonite et projet de construction d'un nouveau centre de santé. Projet soutenu par Chimène Ladouceur et Laura Pok.

- BURUNDI A.S.B.L. : 1.000 €;

Projet de développement au Burundi, il s'agit d'une campagne d'opérations de femmes souffrant de fistules dues aux accouchements longs et difficiles fréquents dans les régions rurales et isolées.

Onderwerp 7A – 4 : Solidariteit Noord/Zuid.- Toelagen 2011.

De Raad,

Aangezien er een krediet van 15.000 € is voorzien op artikel 150/332-02/90 van de begroting van 2011;

Gezien ondervermelde organisaties de documenten hebben voorgelegd voorzien bij de wet van 14 november 1983,

Keurt de beslissing goed van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 november 2011 betreffende de verdeling van deze toelagen tussen verscheidene organisaties op de onderstaande wijze :

- Dynamo Internationaal (Kinshasa) : 5.000 €;

Inzetten van straathoekwerkers in steun van jongeren in moeilijkheden in de stad Kinshasa met het oog op een socio-professionele herinschakeling in samenwerking met het "Comité d'appui en travail social de rue" (CATSR).

- ACDA : 900 €;

Ontwikkelings- en samenwerkingsactie in de Andes en Peru.

Project voor het bouwen en beheren van familiale serres in het Andesgebergte. Dit project maakt deel uit van een groter project voor voedselveiligheid en het autonome beheren van de lokale ontwikkeling in Peru.

- GOA V.Z.W. : 700 €;

Stichten in Guinea van een "ecogehucht" met het oog op het promoten van een ecologische landbouwproductie met respect van het lokaal ecosysteem en dit met de bedoeling om zelfbedruipend te zijn.

- AHAZAZA : 2.000 €;

Hulp aan de vrije school Ahazaza in Ruanda voor het inrichten van een parking en een minivoetbalveld.

- Pionniers 46è Longchamps :400 €;

Hulp bij een humanitair kamp in Marokko met de vereniging "Imlil" (Berberregio) welke de ontwikkeling van twee dorpen tot objectief heeft. Oprichten van een vrouwelijke arganolie cooperatieve, afwerken van de werken aan het lokaal van de vereniging van het dorp, boren van twee putten.

- ESF : 1.000 €;

Ontwerp tot oprichten van een "pedagogische schooltuin" in Noord-Kivu (DRC) ten einde de leerlingen interesse te doen krijgen voor de schoolse materies, er de lessen biologie, meetkunde, economie en wetenschappen bij te werken.

- ESDIA : 1.000 €;

Project tot scholariseren van wezen en kwetsbare kinderen, omkaderd door de V.Z.W. VIPOOT te Kinshasa en in het bijzonder de kinderen die rechtstreeks of onrechtstreeks door AIDS getroffen zijn.

- Jour d'Espérance : 1.500 €;

Project te Jahlé in Libanon voor hulp aan de gehandicapte personen.

- V.Z.W. "Men Anpil Chay Pa Lou" : 1.500 €;

Project tot het duurzaam toegankelijk maken tot drinkwater voor de gemeente van "La Petite Rivère de l'Artibonite" en bouwen van een nieuw gezondheidscentrum. Project gesteund door Chimène Ladouceur en Laura Pok.

- V.Z.W. Burundi : 1.000 €;

Ontwikkelingsproject in Burundi, het betreft een operatiecampagne voor vrouwen die lijden aan fistels ten gevolge van de lang durende moeilijke bevallingen die hier veelvuldig voorkomen.

Objet 7A – 5 : **Service Prévention.- Approbation de projets intercommunaux.**

Le Président expose :

"Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 septembre 2011 visant à soutenir la collaboration entre communes;

Vu l'appel à projet du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 septembre 2011 communiqué au Bourgmestre en date du 26 septembre 2011;

Vu le projet intercommunal relatif à la réalisation d'un inventaire régional sur l'accrochage scolaire coordonnée par la ville de Bruxelles auquel la commune s'associe;

Vu le projet intercommunal relatif au soutien de la parentalité en partenariat en partenariat avec la commune de Saint-Gilles;

Vu les décisions du Collège du 11 octobre et du 25 octobre approuvant deux projets intercommunaux relatifs à la médiation scolaire;

Considérant l'importance de créer des synergies entre les communes bruxelloises afin de créer des économies d'échelle et de travailler sur des problématiques d'intérêt communal;

Considérant la nécessité de développer le soutien à la parentalité et de créer des outils favorisant l'accrochage scolaire."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

1) approuve le projet intercommunal relatif au soutien à la parentalité;

2) approuve le projet intercommunal relatif à l'accrochage scolaire.

Onderwerp 7A – 5 : **Preventiedienst.- Goedkeuring van intergemeentelijke projecten.**

De voorzitter licht toe :

"Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 september 2011 betreffende de ondersteuning van de samenwerking tussen gemeentes;

Gelet op de oproep tot projecten van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 8 september 2011, meegedeeld aan de burgemeester op 26 september 2011;

Gelet op het intergemeentelijk project inzake de realisatie van een gewestelijke inventaris over de schoolherinschakeling, gecoördineerd door de stad Brussel waarbij de gemeente zich aansluit;

Gelet op het intergemeentelijk project inzake de ondersteuning van het ouderschap in samenwerking met de gemeente Sint-Gillis;

Gelet op de beslissingen van het college van 11 en 25 oktober tot goedkeuring van twee intergemeentelijke projecten inzake schoolbemiddeling;

Overwegende het belang om samenwerkingen aan te gaan tussen de Brusselse gemeentes om schaaeconomieën te creëren en de problemen van gemeentelijk belang aan te pakken;

Overwegende de noodzaak om de ondersteuning van het ouderschap te ontwikkelen en om middelen te creëren die de schoolherinschakeling moeten bevorderen."

De Raad,

Gelet op deze toelichting,

Verleent zijn goedkeuring aan :

- 1) het intergemeentelijk project inzake de ondersteuning van het ouderschap;
- 2) het intergemeentelijk project inzake de schoolherinschakeling.

Objet 7A – 6 : Service Prévention.- Convention de collaboration Projet Tutorat.- Année scolaire 2011-2012.

Le Président expose :

"Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la décision du Collège du 15 novembre 2011;

Vu les objectifs fixés dans le Plan local de Prévention et de Proximité 2011;

Vu la décision de la Coordination communale de l'Accueil du 2 décembre 2009 approuvant le financement et le principe du projet Tutorat;

Vu l'importante demande de soutien scolaire accueillie par le Service Prévention et le déficit de structures d'aides en matière d'accrochage scolaire sur le territoire de la commune."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Ratifie la convention de collaboration relative au projet Tutorat.

Onderwerp 7A – 6 : Preventiedienst.- Samenwerkingsovereenkomst betreffende het programma "Mentoraat".- Schooljaar 2011-2012.

De voorzitter licht toe :

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 18 oktober 2011;

Gelet op de objectieven vermeld in het plaatselijk preventie- en buurtplan 2011;

Gelet op de beslissing van de gemeentelijke coördinatie van het Onthaal van 2 december 2009 die de financiering en het principe van het programma "Mentoraat" goedkeurt;

Gelet op de belangrijke aanvraag over schoolsteun die door de Preventiedienst gekregen is en het gebrek aan voorzieningen inzake schoolverzuim op het gemeentelijke grondgebied."

De Raad,

Gehoord deze toelichting,

Keurt de samenwerkingsovereenkomst betreffende het programma "Mentoraat" goed.

Objet 7A – 7 : **Service Prévention.- Plan local de prévention et de proximité 2011.**

Le Président expose :

"Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale a fait parvenir à notre administration le Plan local de prévention et de proximité 2011. Cette convention, établie pour la commune sur base d'un projet du Service Prévention, entre en vigueur le 1er janvier 2011 et se termine le 31 décembre 2011. Le Ministre-Président s'engage à mettre à disposition une subvention pour un montant de 402.200,93 euros destiné à mener les actions de prévention qui y sont énumérées."

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus,
Approuve la convention.

Onderwerp 7A – 7 : **Preventiedienst.- Goedkeuring van het plaatselijk preventie- en buurtplan 2011**

De voorzitter licht toe :

"De Minister-President van het Brusselse hoofdstedelijk Gewest heeft aan onze gemeentelijke overheid het plaatselijk preventie- en buurtplan 2011 toegezonden. Deze overeenkomst opgemaakt voor de gemeente Ukkel op basis van een project dat door de Preventiedienst werd opgesteld, treedt in werking op 1 januari 2011 en neemt einde op 31 december 2011. De Minister-President verbindt er zich toe een bedrag van 402.200,93 € ter beschikking te stellen om acties te ondernemen die erin vermeld zijn."

De Raad,
Gehoord deze toelichting,
Keurt deze overeenkomst goed.

Objet 8 – 1 : **Enseignement communal.- Dispositif d'Accrochage Scolaire.- Transfert des subventions octroyées vers les écoles participantes.**

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Maison met l'accent sur une question posée concernant la répartition de la dotation à travers les 19 communes bruxelloises. Un total de 1.553.000 € est à répartir entre les 19 communes. Le montant pour la commune d'Uccle s'élève à 59.242 € et est donc en-dessous de la moyenne de 81.700 €.

M./de h. Desmet aimerait que le ratio accordé aux écoles communales soit augmenté, c'est-à-dire qu'on revienne à une proportion qui était semblable à celle des années précédentes.

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Maison ne souhaite pas contraindre les directions d'écoles à rentrer des projets D.A.S. contre leur volonté. Comme les démarches administratives sont très lourdes, Mme l'échevin Maison souhaite que cela se fasse sur base volontaire. Le ratio ne peut donc pas être imposé car il est en fonction des projets rentrés.

Objet 8 – 1 : **Enseignement communal.- Dispositif d'accrochage scolaire.- Transfert des subventions octroyées vers les écoles participantes.**

Le Conseil,

Attendu que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à son arrêté du Gouvernement du 19 novembre 2009, octroie des subventions aux écoles (tous types de réseaux confondus) qui selon les modalités stipulées dans cet arrêté ont introduit leurs "déclarations de créances";

Que pour l'année scolaire 2011-2012, 16 projets ont été retenus dans les écoles situées sur le territoire uccllois;

Que par une convention, la Commune d'Uccle s'est engagée vis à vis de la Région de Bruxelles-Capitale à redistribuer les subventions versées sur son compte aux divers établissements scolaires,

Décide de s'engager à distribuer les subventions, après réception sur le compte communal, selon le tableau ci-joint, aux écoles participantes.

Articles budgétaires :

Exercice 2011 :

En recette : 722/465-48/40

En dépense : pour les écoles communales :722/124-48/40
pour les écoles du réseau libre : 722/443-48-40.

Expédition de la présente délibération sera transmise en double exemplaire au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, pour information.

Onderwerp 8 – 1 : Gemeentelijk onderwijs.- Schoolherinschakeling.- Overdracht van subsidies, toegekend aan de deelnemende scholen.

De Raad,

Aangezien het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, overeenkomstig zijn besluit van de Regering van 19 november 2009, subsidies toekent aan scholen (uit alle netten) die volgens de modaliteiten van dit besluit hun "verklaringen van schuldvordering" hebben ingediend;

Aangezien er voor het schooljaar 2011-2012 16 projecten werden geselecteerd in de scholen op het Ukkels grondgebied;

Aangezien de gemeente Ukkel zich via een overeenkomst ten aanzien van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ertoe heeft verbonden de gestorte subsidies te herverdelen onder de verschillende schoolinrichtingen,

Beslist de subsidies na ontvangst op de gemeenterekening te verdelen volgens de toegevoegde tabel onder de deelnemende scholen.

Begrotingsartikels :

Begrotingsjaar 2011

Inkomsten : 722/465-48/40

Uitgaven : voor de gemeentescholen : 722/124-48/40
voor de scholen uit het vrij onderwijs : 722/443-48/40.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal in twee exemplaren ter informatie naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 9 – 1 : Bibliothèques communales.- Achat de mobilier.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, d'une décision du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions du marché.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège échevinal suivante :

- 27 septembre 2011 - Budget extraordinaire 2011 - Bibliothèques communales - Achat de mobilier divers - 12.000 € (T.V.A. comprise) à l'article 76701/741-51/FR/70 et 8.000 € à l'article 76701/741-51/NL/70 - Fonds de réserve.

Onderwerp 9 – 1 : **Gemeentelijke bibliotheken.- Aankoop van meubilair.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van een beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen die de voorwaarden van de opdracht vaststelt.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 27 september 2011 - Buitengewone begroting 2011 - Gemeentelijke bibliotheken - Aankoop van allerlei meubilair - 12.000 € (B.T.W. inbegrepen) op artikel 76701/741-51/FR/70 en 8.000 € op het artikel 76701/741-51/NL/70 - Reservefonds.

Objet 9 – 2 : **Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.- Comité de gestion 2007-2012.- Composition.**

Le Conseil,

Vu l'article 1 du règlement organique de l'organe de gestion de la bibliothèque publique qui stipule que cet organe de gestion donne des avis respectivement au Conseil Communal et au Collège des Bourgmestres et Echevins concernant toutes matières liées à la bibliothèque publique communale néerlandophone entre autres les finances, la gestion du personnel, le plan d'action et le règlement de service;

Vu que l'organe de gestion a en outre une fonction consultative quant à la composition de la collection; la responsabilité finale revenant au bibliothécaire;

Vu que la composition du comité de gestion est établie en fonction du pacte culturel;

Vu l'article 7 du règlement qui précise que l'organe de gestion choisit un président et un vice-président,

Décide d'entériner la composition du comité de gestion de la bibliothèque néerlandophone pour la période 2007 – 2012 qui se présente comme suit :

Stefan Cornelis, président, Marjolein Hoefnagels, vice-président, les membres : Myriam De Decker, Willy Dirkx, Alex Geraerds, Fleur Lagae, Daniel Peeters, Willy Peersman, Jean-Luc Vanraes, Leo Camerlynck, Marc Mombers-Schepers, Thomas Roukens en René Weemaels.

Des expéditions de la présente délibération seront transmises au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Ministre de la Communauté flamande.

Onderwerp 9 – 2 : **Gemeentelijke openbare bibliotheek.- Beheerscomité 2007-2012.- Samenstelling.**

De Raad,

Gelet op artikel 1 van het organiek reglement van het beheersorgaan van de openbare bibliotheek dat bepaalt dat dit beheersorgaan advies geeft aan respectievelijk de gemeenteraad en het college van burgemeester en schepenen betreffende alle zaken i.v.m. de Nederlandstalige gemeentelijke openbare bibliotheek, o.a. de financiën, het personeelsbeheer, het actieplan en het dienstreglement;

Aangezien het beheersorgaan bovendien een adviserende functie heeft inzake de samenstelling van de collectie; de eindverantwoordelijkheid ligt bij de bibliothecaris;

Aangezien het beheerscomité samengesteld is volgens het cultureel pact;

Aangezien artikel 7 van het reglement bepaalt dat het beheersorgaan een voorzitter en een ondervoorzitter kiest,

Beslist de samenstelling van het beheerscomité van de Nederlandstalige bibliotheek voor de periode 2007-2012 als volgt te bekrachtigen :

Stefan Cornelis, voorzitter, Marjolein Hoefnagels, ondervoorzitster, de leden : Myriam De Decker, Willy Dirx, Alex Geraerds, Fleur Lagae, Daniel Peeters, Willy Peersman, Jean-Luc Vanraes, Leo Camerlynck, Marc Mombers-Schepers, Thomas Roukens en René Weemaels.

Afschriften van de onderhavige beraadslaging zullen naar de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de minister van de Vlaamse Gemeenschap gestuurd worden.

Objet 9 – 3 : **Sociétés culturelles et artistiques locales.- Subsidés annuels 2011.**

M./de h. Cohen souhaite intervenir au sujet du théâtre "Le Ratinet" qui se voit attribuer 600 €, montant trop élevé pour une association qui propose des choses de moindre qualité. Vu l'argent gaspillé, M. Cohen s'abstiendra sur ce point.

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Gol explique qu'un subside plus important leur a été attribué car ils ont été fermés pendant un certain temps à cause des travaux de la Ferme Rose. On leur a fourni un bâtiment dans lequel ils peuvent accueillir moins d'enfants. Bien que les spectacles soient désuets, les enfants sont émerveillés et les grands-parents ravis.

Objet 9 – 3 : **Sociétés culturelles et artistiques locales.- Subsidés annuels 2011.**

Le Conseil,

Considérant que notre Administration accorde régulièrement des subsides d'encouragement aux sociétés culturelles et artistiques uccloises;

Que la répartition de ces subsides est basée sur un rapport d'activité et un bilan des comptes de dépenses et recettes introduits par chaque groupement;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'Assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette Assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Vu le budget 2011 qui prévoit en son article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires un montant de 26.000 € destiné à l'attribution de subsides exceptionnels ainsi qu'à la répartition de subsides annuels accordés à titre d'encouragement à répartir entre les diverses sociétés culturelles et artistiques locales;

Attendu que, afin de procéder à la répartition de ces subventions, nous avons invité chaque groupement à fournir avant le 30 septembre 2011 un rapport d'activités et un bilan des comptes de recettes et de dépenses pour l'exercice 2010-2011, ainsi qu'un projet de budget pour 2011-2012;

Que l'association "Côté Village A.S.B.L." ne nous a pas fourni les documents demandés;

Attendu que deux nouvelles associations ont introduit un dossier, il s'agit de "Espace Temps Danse A.S.B.L." et "Fouchtra A.S.B.L.";

Considérant que l'A.S.B.L. "Fouchtra", créée le 2 septembre 2010 se consacre exclusivement à l'organisation du Festival Fouchtra ! et que l'Echevinat de la Culture accorde chaque année un subside extraordinaire pour ce festival (en 2011 : 2.500 €);

Que "La Royale Chorale Ucquoise" et "Opéra Mobile A.S.B.L." ont rentré leur dossier hors délais;

Que l'A.S.B.L. "I.M.A.J." n'est plus sise à Uccle mais à Forest;

Vu que le solde disponible à ce jour est de 22.425 €, les subsides annuels d'encouragement peuvent être répartis sur le montant de 17.750 € suivant le tableau ci annexé;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide de ratifier la répartition des subsides, à imputer à l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires, telle que fixée dans les tableaux ci-annexés.

Onderwerp 9 – 3 : **Plaatselijke kunst- en cultuurverenigingen.- Jaarlijkse subsidies 2011.**

De Raad,

Aangezien ons gemeentebestuur regelmatig aanmoedigingssubsidies toekent aan Ukkelse kunst- en cultuurverenigingen;

Aangezien deze subsidies worden verdeeld op basis van een werkingsverslag en een balans van de uitgaven- en inkomstenrekening, ingediend door elke vereniging;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien de begroting onder artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven een totaalbedrag van € 26.000 voorziet voor subsidies in 2011, bestemd voor zowel buitengewone als jaarlijkse subsidies voor alle plaatselijke kunst- en cultuurverenigingen;

Aangezien we voor de verdeling van de subsidies aan elke vereniging hebben gevraagd om voor 30 september 2011 een activiteitenrapport en een balans van de inkomsten en uitgaven van het jaar 2011 in te dienen en een begrotingsvoorstel voor het jaar 2011-2012 op te stellen;

Aangezien de vereniging "Côté Village" ons de gevraagde documenten niet heeft opgestuurd;

Aangezien twee nieuwe verenigingen een dossier hebben ingediend : "Espace Temps dance" V.Z.W. en "Fouchtra" V.Z.W.;

Aangezien de V.Z.W. "Fouchtra", opgericht op 2 september 2010, enkel het festival Fouchtra! organiseert en het schepenkantoor van Cultuur jaarlijks hiervoor een subsidie toekent (in 2011 : 2.500 €);

Aangezien "La Royale Chorale Ucquoise" en "Opéra Mobile A.S.B.L." hun dossier te laat hebben ingediend;

Aangezien de V.Z.W. "IMAJ" niet meer in Ukkel maar in Vorst is gevestigd;

Gelet op het beschikbaar saldo van 22.425 € kunnen de jaarlijkse subsidies worden verdeeld voor een totaalbedrag van 17.750 € volgens de bijgevoegde tabel;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de verdeling van de toelagen te bekrachtigen zoals vastgesteld in de bijgevoegde tabel die geboekt zullen worden onder artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven.

Subsides 2011 - Sociétés culturelles FR		2009	2010	2011
Musique (4.200)		allocation 21.000 €	allocation 20.600 €	allocation 21.700 €
1.	Association Philharmonique d'Uccle asbl	1.850 €	1.850 €	1.850 €
2.	Chœurs de Saint Marc asbl	NC	450 €	400 €
3.	Les Petits Chanteurs du Collège Saint Pierre d'Uccle	1.000 €	1.100 €	1.200 €
4.	La Pavane (chorale "A Choeur joie")	700 €	750 €	800 €
5.	Le Canard Folk asbl	350 €	350 €	300 €
	<i>Royale Chorale Uccloise</i>	650 €	700 €	<i>retard (10/10)</i>
Art dramatique (800)				
6.	Compagnie de l'Ombre asbl	350 €	400 €	200 €
	<i>Côté Village asbl</i>	<i>NC</i>	800 €	<i>NC</i>
7.	Fouchtra asbl			-
8.	Théâtre du Ratinet asbl	<i>NC</i>	<i>retard (2/10)</i>	600 €
Danse - Cirque (1900)				
9.	Choréart asbl	<i>NC</i>	400 €	200 €
10.	École de Cirque "Les Matinées de Mandarine" asbl	430 €	480 €	500 €
11.	Espace Temps Danse asbl			500 €
12.	Twin Step asbl	300 €	350 €	300 €
13.	Vise vers ça asbl	<i>NC</i>	<i>NC</i>	400 €
Photographie - Cinéma (1.550)				
14.	Arte VIII Photo-Club-Uccle	500 €	500 €	500 €
15.	Cine-Club d'Uccle	700 €	750 €	750 €
16.	I.M.A.J. asbl	400 €	400 €	-
17.	Infotech & Images asbl	300 €	300 €	300 €
Divers (6.800)				
18.	Cercle Astronomique de Bruxelles asbl	€ 700	€ 700	€ 700
19.	Cercle d'Histoire, d'Archéologie et de Folklore d'Uccle asbl	€ 1.000	€ 1.000	€ 1.000
20.	Confrérie de la Cobralienne	€ 200	€ 200	€ 200
21.	D.S.D.E. asbl	€ 300	<i>NC</i>	€ 300
22.	Ecole de devoirs Petit Coup de Pouce asbl	€ 300	€ 375	€ 550
23.	La Gaumette asbl	€ 375	€ 400	€ 450
24.	Initiations asbl	<i>NC</i>	200 €	150 €
25.	Jeunesse et Famille asbl	€ 800	<i>retard (1/10)</i>	€ 500
26.	Ligue des Amis du Kawberg asbl	€ 700	€ 700	€ 700
27.	La Roseraie (Cré-Action asbl)		300 €	400 €
28.	SOS Kawberg asbl	€ 300	€ 300	€ 300

29.	Uccle Centre d'Art asbl	NC	800 €	800 €
30.	U.F.E.Cu.T. Agateka			300 €
31.	Le Véliféra asbl	€ 400	€ 400	€ 450
TOTAL FR		€ 12.605	14.955 €€	15.600

<u>Subsides 2011 – Sociétés culturelles NL</u>				
Musique				
32.	Sint Gregoriuskoor Stalle	€ 250	€ 250	€ 250
Art dramatique				
33.	Koninklijke Toneelvereniging "De Zonnebloem"	€ 550	€ 500	€ 600
Photographie - Cinéma				
34.	Foto-Diaclub Pallieter	€ 300	€ 300	€ 300
Divers				
35.	Dauidsfonds	€ 400	€ 400	€ 500
36.	Gemeenschapscentrum Candelaershuys vzw	NC	900 €	500 €
	<i>Vacantiegenoegens Ukkel Sint Job</i>	350 €	dissous	dissous
TOTAL NL		1.850 €	2.350 €	2.150 €
Total Subsides		15.355 €	17.305 €	17.750 €

Objet 9 – 4 : Quatrième édition de "Uccle chante Noël" à l'Eglise Saint-Pierre.- "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle".- Subside extraordinaire.

Le Président expose :

"Attendu qu'une quatrième édition de "Uccle chante Noël" sera organisée en l'Eglise Saint-Pierre samedi 17 décembre 2011, réunissant les chorales uccloises "La Pavane", "Nuovo Marco", "Carlo Cantores", "Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre" et "La Royale Chorale Uccloise";

Vu la demande de soutien émanant de Monsieur Romain VERBEEREN, co-directeur musical de la Chorale "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle";

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 1.805,07 €;

Considérant le succès des trois premières éditions;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 700 € à cette occasion.

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2011 - Article 775/332/02/70.

Allocation : 26.000 € – Disponible: 4.675 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis;

Décide d'accorder à la Chorale "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle" un subside exceptionnel de 700 €.

Onderwerp 9 – 4 : Vierde editie van "Uccle chante Noël" in de Sint-Pieterskerk.- "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle".- Buitengewone subsidie.

De voorzitter licht toe :

"Aangezien een vierde editie van "Uccle chante Noël" georganiseerd zal worden in de Sint-Pieterskerk op 17 december 2011 met de deelname van "La Pavane", "Nuovo Marco", "Carloo Cantores", "Les Petits Chanteurs du Collège Saint-Pierre" en "La Royale Chorale Uccloise";

Gelet op de aanvraag tot steun van de heer Romain VERBEEREN, muzikaal co-directeur van het koor "Les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle";

Aangezien de kosten voor deze manifestatie geraamd worden op 1.805,07 €;

Gelet op het succes van de eerste drie twee edities;

Aangezien ons bestuur regelmatig aanmoedigingssubsidies toekent aan plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen om de kosten van dergelijke organisaties te dekken;

Aangezien, overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, de begunstigde de bewijsstukken van de gemaakte uitgaven moet voorleggen om de gesubsidieerde activiteit te staven;

Het College stelt voor om een buitengewone subsidie van 700,00 € toe te kennen voor deze gelegenheid.

Deze uitgave zal geboekt worden in de begroting 2011 onder artikel 775/332/02/70.

Toelage : 26.000 € - Beschikbaar : 4.675 €."

De Raad,

Gelet op deze toelichting;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de toekenning van subsidies in contant geld voor culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de representatieve vergadering van de overheid behoort;

Dat deze representatieve vergadering op gemeentelijk vlak wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij de begunstigde de bewijsstukken moeten leveren om de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten en bewijsstukken betreffende de organisatie van deze activiteit ons werden bezorgd,

Beslist een buitengewone subsidie van 700,00 € toe te kennen aan het koor "les Petits chanteurs du Collège Saint-Pierre d'Uccle" om een gedeelte van het tekort voor deze manifestatie te dekken.

Objet 9 – 5 : **Festival Fouchtra 2011 - Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que Madame Isabelle Vandermeersch, nous annonce la création de l'A.S.B.L. Fouchtra, 70 rue Jean Benaets, qui reprend les activités liées au festival Fouchtra ! et sollicite l'intervention de la Commune dans les frais exposés pour l'organisation de la 7ème édition de ce festival dont le point fort aura lieu le 29 décembre : sept compagnies de Théâtre jeune public circuleront dans la commune d'Uccle;

Que le projet dont le budget est joint au rapport, s'élève à 42.500 €;

Vu que Madame Vandermeersch sollicite de la part de notre Administration une aide financière que nous proposons de fixer forfaitairement à 2.500 € et qui permettrait de couvrir une partie des frais d'organisation de ce festival de théâtre jeune public.

Attendu que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes;

Cette dépense sera imputée sur l'article 775/332-02/70 des dépenses ordinaires pour 2011 - Libellé : Subsidés pour organisation de manifestations culturelles" - Allocation : 26.000 € - Disponible : 24.925 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de ces activités subsidiées;

Vu que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis;

Sur proposition du Collège,

Décide d'accorder un subside extraordinaire de 2.500 € à l'A.S.B.L. Fouchtra, pour le festival Fouchtra 2011.

Onderwerp 9 – 5 : **Fouchtrafestival 2011.- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter zet uiteen :

"Aangezien dat Mevrouw Isabelle Vandermeersch ons de oprichting laten kennen heeft van de V.Z.W. Fouchtra, Jean Benaetsstraat, 70 en die zich bezig houdt met de activiteiten van het Fouchtrafestival;

Dat de raming van de begroting 42.500 € bedraagt;

Dat Mevrouw Vandermeersch, een financiële steun aan het Gemeentebestuur vraagt voor de inrichting van het 7de Fouchtrafestival dat op 29 december eindigt : zeven jeugdtonelverenigingen zullen de gemeente doorkruisen en wij stellen voor een forfaitaire financiële tegemoetkoming toe te kennen van 2.500 €, teneinde een deel van de organisatiekosten van deze voorstellingen te dekken.

Overeenkomstig de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, zal de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken laten geworden.

Deze uitgave zal worden ingeschreven op artikel 775/332-02/70 van de gewone uitgaven voor 2011 : Toelagen voor de organisatie van culturele manifestaties – Toelage : 26.000 € – Beschikbaar 24.925 €."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van sommige toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd ten einde de gesubsidieerde activiteiten te staven;

Aangezien Mevrouw Vandermeersch ons de nodige bewijsstukken zal bezorgen waarbij de inrichting van deze activiteit wordt gestaafd;

Op voorstel van het College,

Besluit een buitengewone toelage van 2.500 € toe te kennen aan de V.Z.W. Fouchtra, voor het Fouchtrafestival 2011.

Question orale – Mondelinge vraag

Mme Charlier : fréquentation des plaines de jeux.

Mevr. Charlier : speelpleinbezoek.

Mme/Mevr Charlier explique que lors de la dernière réunion de la Commission Communale de l'Accueil, des questions ont été posées à propos du nombre d'enfants des écoles d'Uccle fréquentant les plaines de jeux. Un des participants présent a indiqué que depuis que les plaines ont déménagé et que l'inscription ne se fait plus via l'école, le nombre d'élèves inscrits dans son école, aux plaines de jeux est passé de 40 à 3. Il semble que, depuis l'arrêt des inscriptions via les écoles, le changement de lieu et l'arrêt des trajets en car vers les plaines de jeux depuis les écoles, le nombre d'enfants fréquentant la plaine de jeux est en nette diminution. La question est de savoir si le Collège a la volonté politique de maintenir l'existence de ce service public "plaine de vacances" car c'est le seul qui, sur le plan financier, est accessible aux familles plus modestes. Mme Charlier aimerait connaître l'évolution des moyens budgétaires accordés depuis une dizaine d'années pour soutenir ce service.

Au niveau de la fréquentation de la plaine par des enfants handicapés, il semble que l'échevinat ait donné les moyens pour que ces enfants puissent être intégrés, et ce depuis 2006, mais seul 5 enfants sur les 8 places disponibles sont accueillis. Quel est le nombre de familles qui ont un enfant avec un handicap à Uccle et de quelle façon la commune soutient-elle ces familles?

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Maison explique que la baisse de fréquentation des plaines de jeux n'est ni liée au déménagement desdites plaines, ni au fait que l'inscription ne se fasse plus dans les écoles, mais bien au problème du ramassage. Auparavant, dans chaque école, les autocars ramassaient les élèves qui participaient aux plaines de jeux, ce qui était incohérent du point de vue du développement durable, de la pollution et mobilité. De plus les parents pouvaient déposer les enfants aux plaines les jours qu'ils souhaitaient, ce qui n'était pas pertinent pour des raisons de structure d'accueil et il convenait qu'un projet pédagogique soit suivi pendant la semaine. Une inscription à la semaine a donc été proposée. Il faut savoir que la plaine de jeux n'est pas un endroit de dépôt ou de garderie mais bien un endroit où l'on construit une semaine de vacances à un tarif plus réduit que celui d'un stage. Le Collège a la volonté politique de maintenir l'existence de ces plaines.

Il est évident qu'il y a une évolution dans les moyens accordés aux plaines et qui est liée à la diminution du nombre d'élèves. Depuis 2006, il existe un projet d'intégration des enfants handicapés qui a évolué au fil du temps. Ces jeunes enfants sont intégrés dans les groupes avec un encadrement différencié (8 enfants pour 4 animateurs). Des contacts sont établis avec les familles désireuses de proposer ce projet à leurs enfants.

**- M. Wynants et de Lobkowicz quittent la séance -
- de hh. Wynants en de Lobkowicz verlaten de zitting -**

Mme/Mevr Charlier déplore l'argument concernant le ramassage scolaire car un bus scolaire pollue beaucoup moins que plusieurs voitures de particuliers.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :
**Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeente-
raadsleden :**

1. Mme Fremault : Proposition de motion relative à la lutte contre les violences conjugales.

1. Mevr. Fremault : Voorstel tot motie betreffende de strijd tegen het huiselijk geweld.

M. le Président/de h. Voorzitter explique que la proposition de motion est tellement bien motivée qu'elle est digne d'une proposition de motion parlementaire. Plusieurs membres du Conseil communal auraient aimé participer à ce débat. Au Parquet, 50.000 dossiers sont introduits par an et il s'agit donc bien d'un sujet important. M. le Président partage les propositions de Mme Fremault que cela soit en matière de sensibilisation, d'information ou de logements. Il y aurait une possibilité de trouver une résolution qui recevrait peut-être le soutien unanime du Conseil communal. Le texte pourrait être raccourci et ainsi approuvé à l'unanimité. Aujourd'hui, veille de la journée relative à la lutte contre les violences conjugales, les considérants peuvent être agréés et la motion revue votée au prochain Conseil communal.

Mme/Mevr Fremault explique que la déclaration de Pékin 95 a qualifié la lutte contre les violences comme un des domaines de priorité d'actions en matière d'égalité des chances. Une circulaire "Tolérance 0", édictée par la Ministre Onkelinx, demande que l'ensemble des Parquets puissent suivre toutes plaintes déposées au niveau des commissariats. Depuis 2006, une conférence inter-ministérielle sur le sujet a permis pour la première fois de donner une définition bien précise à la question des violences, qui est extrêmement large tant sur le plan psychique, psychologique, moral et sexuel, comprenant également la violence exercée entre ex-conjoints avec des répercussions sur les enfants. Cette définition permet au Parquet de poursuivre régulièrement. Par ailleurs, en Belgique, il existe des plans nationaux d'actions qui ont été initiés au niveau fédéral et qui chapeautent l'ensemble des actions au niveau de la communauté française et des Régions. Quatre points sont importants :

- sensibiliser, via une quinzaine "dédiée" à ce sujet, de manière récurrente (une fois par an) en y faisant participer les associations de terrain, les différents publics en vue de lutter contre la banalisation du phénomène de violence par la mise en œuvre d'une campagne communale de prévention, de sensibilisation et d'information affichée dans tous les locaux communaux et par la distribution de dépliants à destination des femmes subissant des violences, des victimes de violences, des auteurs de violences;

- promouvoir l'accueil de première ligne au sein des commissariats de police de la zone de police pluricommunale en lien (analyse de la gravité des faits, évaluation rapide des risques de récidive, mesures de protection urgente et suivi de la plainte à court et moyen terme) et d'être en mesure de proposer une formation systématique - avec une approche qui prenne en compte les inégalités structurelles entre les hommes et les femmes - au personnel

de la police et à l'ensemble du personnel médical et paramédical, aux travailleurs sociaux en collaboration avec le secteur associatif d'Uccle;

- informer le public de l'existence de structures d'aide et d'écoute aux victimes notamment à propos de la ligne "Ecoute violences conjugales";

- réserver des logements communaux permettant aux victimes, en ce compris les enfants, de trouver un logement pérenne accessible au sortir des Maisons d'accueil, grâce, notamment, à la dérogation prévue à l'article 11 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public : "Le Conseil d'administration peut, pour des cas individuels et dans des circonstances exceptionnelles et urgentes, déroger aux dispositions de l'article 9, sur base d'une décision motivée".

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Verstraeten souhaite s'associer au groupe car quelques actions concrètes sur le sujet ont été menées. Il serait intéressant d'ajouter certaines informations.

M./de h. Biermann explique que le texte proposé nécessiterait quelques modifications. La question est de savoir quelles sont les limites de ce qu'il est possible d'entreprendre dans la commune d'Uccle.

M./de h. Fuld souhaite que le groupe socialiste soit présent dans les discussions.

M./de h. De Bock propose d'intégrer dans le titre "et familiales" car dans le développement, on parle des violences conjugales et familiales. Dans la page 3, il ne faut pas oublier de mentionner la commune d'Uccle.

M./de h. Desmet explique que le groupe Ecolo ne peut que s'associer à cette démarche d'autant qu'au niveau du Parlement bruxellois, une députée régionale bruxelloise a amplifié la réflexion l'ouvrant à toutes les violences.

2. M./de h. Cohen : Les cartes publicitaires d'achat de voitures : fléau pour la propreté.

2. De h. Cohen :Kaartjes voor het kopen van auto's : probleem voor de reinheid.

M./de h. Cohen explique que depuis un an, deux fois par mois, toutes les voitures de la rue du Merlo et alentours se voient apposer sur la vitre conducteur des cartes publicitaires pour l'achat de voitures. C'est un vrai fléau pour la propreté publique parce que la plupart de ces cartes se retrouvent dans le caniveau. Le résultat est que les rues sont fortement salies par ces cartes. La solution serait de modifier le règlement sur la distribution des folders en établissant une taxe pour dissuader ce type de publicité.

M. l'Echevin/de h. schepen Dillies explique qu'il a essayé de prendre contact mais il n'y a apparemment pas d'éditeur responsable. Ces actions doivent s'arrêter et dans le cas contraire, il serait nécessaire de leur infliger une amende administrative. Pour pouvoir les taxer, il serait intéressant d'ajouter ce point dans le règlement taxe. Il faut être capable d'identifier ces personnes, que la police les trouve afin de remonter la filière, ce qui n'est pas facile vu qu'ils exercent cette activité parfois la nuit et que la police a déjà beaucoup de missions.

M. le Président/de h. Voorzitter confirme que la police va procéder à une enquête.

3. M. Desmet : Création de place dans notre enseignement fondamental.

3. De h. Desmet : Plaatsen in ons basisonderwijs.

M./de h. Desmet explique que même si la croissance démographique n'est absolument pas uniforme au sein des 19 communes de la Région bruxelloise, il semble illusoire de penser qu'Uccle ne devra pas se soucier des chiffres annonçant une croissance annoncée de 26 %, pour le primaire, d'ici 2020. Bien sûr, l'essentiel de la croissance se situera au Nord de la région avec en point de mire Molenbeek. Quelles sont les perspectives futures qu'offre l'enseignement communal, déjà aujourd'hui à la limite de la saturation ?

Apparemment, des classes du premier degré du primaire comptent plus de 25 enfants.... L'augmentation constante du nombre d'habitants, liée aux constructions nouvelles, ne pourra qu'accroître le nombre d'inscrits au sein des établissements scolaires d'Uccle. De plus, il faut considérer les non-ucclois souhaitant fréquenter ces écoles, situation qui devrait s'accroître boom démographique. La commune d'Uccle a mis en place un dispositif de régulation des inscriptions donnant, entre autre, priorité aux élèves domiciliés sur le territoire. Ce dispositif a-t-il pu être évalué et chiffré ? Quel est le nombre de refus d'inscriptions par établissement et leurs justifications ? Pourquoi le pouvoir organisateur n'a pas estimé nécessaire de répondre à l'appel à projets dans le cadre du "plan écoles" initié par la Région?

Mme l'Echevin/Mevr de schepen Maison explique que dans la scolarité primaire, le 1^{er} degré représente les classes les plus remplies traditionnellement. Quelques classes dépassent 25 élèves. Le capital période doit être injecté impérativement au 1^{er} degré mais peut l'être de manière diverse (aide ponctuelle, individualisée,...). Lorsqu'il y a une moyenne de 23 élèves par classe, il faut tenir compte de ces aides supplémentaires qui font en sorte que certains enfants quittent la classe et sont pris en petit groupe. On arrive ainsi à une moyenne de 20 comme préconisés par la Communauté française. Il y a très peu de refus et dans ce cas il faut le motiver et remettre aux parents l'attestation de refus. Ceux enregistrés dans les écoles communales d'Uccle, sont liés au fait que les parents veulent absolument une école communale bien précise. Les quelques refus et attestations délivrées ne sont pas illustratifs d'une saturation complète du réseau.

Concernant la proportion des ucclois, le règlement a été voté il y a 4 ans et a été effectif il y a 3 ans. L'évolution est lente puisque les enfants, qui ont des frères et sœurs, restent prioritaires. Il y a énormément de non-ucclois dont les frères et sœurs sont devenus prioritaires. Les effets se font sentir car la proportion d'Ucclois a augmenté en 1^{ère} et 2^{ème} maternelle. Dans les années 80, il y avait 2.500 élèves dans l'enseignement communal dont 69 % d'ucclois. Actuellement, on compte plus de 4.000 élèves dont 51,7 % d'Ucclois. Les non ucclois ne sont pas privés du droit d'inscription dans les écoles communales mais il est légitime de protéger pendant 3 mois les ucclois et les résidents du quartier. Les proportions sont de 65 ou de 70 % d'ucclois sur la totalité des écoles. La pression démographique est ainsi compensée dans les communes limitrophes.

Au niveau des places disponibles pour cette année scolaire, le réseau n'est pas saturé vu qu'il reste 200 places dans le degré supérieur. Même si on est à 95 % de remplissage, on ne peut pas encore parler de saturation. Des mesures ont été prises pour rendre aux écoles le maximum d'espaces disponibles. Le Collège a voté un périmètre de préemption autour des écoles qui permet à celles-ci d'acquérir en priorité des bâtiments si nécessaire. Il n'y a pas eu de réponse à cet appel à projet pour trois raisons. Tout d'abord, il s'élève à 9 millions sur toute la région, avec une clé de répartition pour les francophones et les néerlandophones. D'autre part, le critère pris en compte est la croissance démographique, ce qui donne à la commune d'Uccle peu de chance d'être retenue vu qu'elle ne peut être comparée à celle des autres communes. Et enfin, ce projet concerne des constructions modulaires alors que la philosophie de la Commune est de transformer les structures pavillonnaires en bâtiments solides et durables.

4. M./de h. Wyngaard : 2012. a) L'information relative au droit de vote des étrangers en vue des élections communales d'octobre.

4. De h. Wyngaard : a) Informatie betreffende het stemrecht voor vreemdelingen bij de gemeenteraadsverkiezingen van oktober 2012.

M./de h. Wyngaard explique que les ressortissants étrangers, qu'ils soient issus de l'Union Européenne depuis 2000 et ou hors Union Européenne depuis 2004, peuvent prétendre, moyennant l'accomplissement de quelques formalités, à voter lors des élections locales. En outre, les Européens peuvent figurer sur les listes et siéger comme Conseillers communaux ou Echevins (seule la charge de Bourgmestre étant réservée aux Belges).

La commune d'Uccle compte parmi ses habitants un grand nombre d'étrangers, essentiellement issus de l'Union Européenne. Les personnes d'origine étrangère représentent près d'un quart des électeurs potentiels dans la commune. En 2006, sur 13.101 électeurs étrangers potentiels, seuls 1.848, soit 14 % d'entre eux, ont effectué les démarches nécessaires afin d'exercer ce droit politique essentiel. Certes, les résultats dans les autres communes n'étaient globalement guère plus réjouissants. Seules les communes de Ganshoren et Watermael-Boitsfort ressortaient quelque peu du lot avec un taux de participation des étrangers au scrutin communal de plus de 20 %. En 2006, la Région avait édité une brochure et avait fait réaliser un film informatif.

En outre, l'administration des pouvoirs locaux avait envoyé un formulaire d'inscription, accompagné d'un courrier explicatif, à chaque étranger réunissant les conditions d'électorat. Le Ministre-Président Charles Picqué, interpellé par la députée Barbara Trachte en avril dernier, a confirmé que ces mesures seraient à nouveau d'actualité en 2012. Comment la Commune d'Uccle viendra en appui de ce dispositif régional? Quelles sont les mesures prévues au niveau ucclois et si oui, est-il possible d'avoir des précisions à ce sujet?

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que dans le cadre des élections communales 2012, les intentions du Collège en matière de sensibilisation des citoyens européens et non européens à leur droit en matière électorale seront sensiblement les mêmes qu'en 2006 :

- Via le site Internet : à partir de mars 2012, une icône sur la page d'accueil renverra l'internaute vers la rubrique détaillant les formalités à accomplir pour participer au scrutin.

- Par voie postale : des dépliants explicatifs de la Région seront envoyés aux électeurs potentiels, les invitant à s'inscrire sur la liste des électeurs. Ce courrier est gratuit et il y aura lieu de préciser dans le coin supérieur droit de l'enveloppe "Loi électorale".

- Le Wolvendael :

- en mars 2012, une annonce des élections communales sera publiée;

- en avril 2012, la publication d'un article précisera les droits des électeurs et d'éligibilité;

- en mai 2012, il y aura un rappel concernant le vote des ressortissants européens et non-européens;

- en juin 2012, rappel de la procédure d'inscription sur la liste des électeurs pour les non-belges;

- en septembre, un article sera publié expliquant la procédure de procuration.

- Par voie d'affiche : à partir du mois de mars prochain, une centaine d'avis seront imprimés et placardés aux endroits habituels (bâtiments communaux, panneaux d'affichage, aux services des étrangers et de la population). Ces affiches détailleront les différentes démarches à effectuer pour s'inscrire sur la liste des électeurs.

- Par information orale : lors des démonstrations du vote électronique, les agents communaux mettront particulièrement l'accent sur la possibilité pour les non belges d'exprimer leur suffrage.

M. le Président/de h. Voorzitter ajoute qu'il y a deux obstacles, qu'il faut contrer, à l'inscription sur la liste des électeurs. Tout d'abord, les citoyens européens craignent de perdre leur droit de vote dans leur pays d'origine. Ensuite, le vote est obligatoire en Belgique et c'est une barrière pour certains qui ont peur que ce vote obligatoire s'exercera dans leur pays d'origine et c'est aussi un frein à ce qu'ils fassent la démarche de s'inscrire pour les élections.

M./de h. Wyngaard aimerait aussi connaître la date butoir et peut-être qu'il y a une distinction entre les nationaux et les non-nationaux. Les contacts sont-ils pris avec les consulats et les ambassades, qui se situent sur le territoire de la commune, pour installer des brochures dans les présentoirs de ces institutions?

b) Holding communal : mandat à donner au délégué de la Commune au Holding en vue de l'Assemblée générale du 7 décembre 2011 et mandat à conférer à un avocat pour préserver les intérêts de la Commune.

b) Gemeentelijke Holding : mandaat aan de afgevaardigde van de Gemeente bij de Holding met het oog op de Algemene vergadering van 7 december 2011 en mandaat aan een advocaat om de belangen van de Gemeente te vrijwaren.

M. le Président/de h. Voorzitter demande à M. Wyngaard d'amener ce point au prochain Conseil communal pour plusieurs raisons. Au dernier Collège, un débat n'a pas eu lieu puisque l'ordre du jour de l'Assemblée générale et la convocation à l'Assemblée générale du Holding communal n'ont pas été réceptionnés à cette date. La suggestion de M. Wyngaard est de désigner un avocat pour rechercher les responsabilités éventuelles.

Si toutes les communes de Belgique désignent un avocat, l'action aura une grande incohérence. La Tutelle est exercée par la Région et elle pourrait donc agir collectivement même si cette dernière est impliquée. Ou en tout cas, l'Union des villes et communes (de Wallonie et bruxelloise) pourrait avoir cette réflexion et prendre l'initiative. Le sujet n'a pas été discuté au Collège. M. le président précise le point évoqué dans la lettre de M. Wyngaard concernant la décharge des administrateurs sur l'augmentation du capital. Les administrateurs l'ont déjà reçue dans le passé. M. le Président précise qu'il s'agit de la liquidation du Holding et qu'il ne faut donc pas improviser sur un tel sujet.

M./de h. Wyngaard explique que le problème est que le prochain conseil communal a lieu le 15 décembre et que l'Assemblée Générale du Holding se tient le 7 décembre. Si le texte est reporté, cette motion aura perdu beaucoup de son intérêt. L'idée de M. Wyngaard, concernant la désignation d'un avocat, est que la commune d'Uccle préserve ses intérêts. Son souhait est que la commune se ménage un maximum d'option sur le plan juridique pour défendre ses intérêts. M. Wyngaard a pris connaissance de l'introduction de l'Edito du dernier trait d'union signé par M. l'échevin Cools qui pointe la responsabilité du management du Holding communal et de ses administrateurs qui ont mal conseillé les communes et les ont incitées à participer à cette opération. Il faut un retour par rapport à ce qui se dit le 7 décembre.

Mme/Mevr Frémault explique qu'une commission spéciale, au niveau du Parlement bruxellois, va commencer à plancher sur le sujet à partir de la rentrée. Elle a été votée à l'unanimité au sein du bureau du Parlement. Il y a donc beaucoup d'informations qui vont être données par ce biais puisque l'observateur bruxellois va aussi être auditionné auprès de Dexia. On aura de nombreuses informations en plus de la Commission d'enquête au Parlement.

M./de h. Cohen explique qu'au niveau juridique, il serait intéressant d'avoir un avis puisque certains actionnaires de Dexia vont être dédommagés par une loi parue au Moniteur belge. Il y aurait peut-être un problème au niveau de l'égalité des actionnaires et du droit de chacun.

M. le Président/de h. Voorzitter répond que cela va se faire aux Parlements Fédéral et Régional et propose de faire une Commission spéciale du Conseil communal afin de faire le point avec ceux qui peuvent apporter des informations complémentaires.

M./de h. Wyngaard pense que la proposition de réunir une Commission spéciale est excellente afin d'avoir un maximum d'informations. De plus, il possède la liste des communes qui ont déjà désigné un avocat.

M. le Président/de h. Voorzitter précise que le holding a rapporté 40 millions d'euros de dividendes depuis sa création et que la commune a perdu 3 millions d'euros.

5. Mme/Mevr Roba-Rabier : Christianophobie.

5. Mevr. Roba-Rabier : Christianofobie.

Mme/Mevr Roba-Rabier précise qu'il ne s'agit pas de politique ni de faire porter le chapeau à ceux qui n'en seraient pas responsables mais uniquement de signaler des faits qui se sont produits et qui ont choqués un certain nombre de concitoyens. Le soir du 28 octobre 2011, un cortège de personnages déguisés défilait du côté de la rue Xavier De Bue et du Parvis St Pierre. Il était mené, semble-t-il, par un animateur qui tenait un micro et beuglait haut et fort sa haine de la religion chrétienne et de Dieu. Il a fait le tour de l'Eglise Saint-Pierre en injuriant les catholiques et les croyants en général et en montrant le poing en direction du bâtiment à plusieurs reprises.

Il criait entre autre :

"Venez à nous, la cohorte des gens sans Dieu, qui grandit sans cesse et se libère heureusement de l'oppression chrétienne"

"Maudissons ce bâtiment (en désignant l'église) et ses courbes obscènes"

"Qu'il vienne leur petit Dieu ridicule sur sa petite croix"

Le cortège était suivi par des enfants et des familles, ce qui aggrave encore les faits dénoncés. Certains passants, ayant rapporté les faits, en ont été véritablement choqués ! Les propos tenus étaient tellement déplacés, inutiles, blessants et blasphématoires qu'une dame a interrompu l'homme déguisé en faune en lui disant qu'il exagérait vraiment. Il a répondu "Mais enfin, c'est païen, c'est tout" comme s'il revendiquait un droit d'expression de ses convictions au détriment de celles des autres ! Vu la description des faits, il semble qu'il s'agissait du cortège d'Halloween organisé à l'initiative et sous la responsabilité de M. l'échevin Dillies.

Apparemment, il y a eu confusion de dates. Il s'agissait d'un autre cortège organisé par les commerçants du centre d'Uccle qui doit sans doute avoir reçu l'autorisation de l'échevin du Commerce et de M. le Bourgmestre puisque le cortège était accompagné de la police. Il faut espérer qu'il ne s'agisse pas là d'une laïcité agressive voire laïciste, mais plutôt d'une ignorance crasse du fait religieux. En effet, Halloween est une fête célébrée dans la soirée du 31 octobre, la veille de la Toussaint dont elle tire son nom puisque, Halloween, est une contraction de l'anglais All Hallows Eve, autrement dit the eve of All Saints' Day en anglais moderne, ce qui signifie "veille de la Toussaint". Comme beaucoup de fêtes de tradition chrétienne, qui ont supplanté des fêtes et des rites très anciens, celle-ci est probablement un héritage de la fête celtique "Samain", tout autant religieuse par ailleurs, qui célébrait le passage de la saison claire à la saison sombre. Ce n'est donc pas un hasard non plus si le passage à l'heure d'hiver se situe aussi à cette même période! Dès le VIII^{ème} siècle, l'Eglise catholique a fixé la fête de la Toussaint au 1^{er} novembre. Ce n'est qu'au milieu du XIX^{ème} siècle que cette tradition revint en Amérique du Nord après l'arrivée massive d'émigrants irlandais et écossais qui s'installèrent sur le nouveau continent suite à la Grande famine. Depuis quelques années seulement, cette fête est célébrée en Belgique probablement aussi en raison de la présence non-négligeable de ressortissants anglo-saxons. Il faut rappeler la Loi Moureaux du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, quiconque commettant une discrimination à l'égard d'une personne ou d'un groupe en raison notamment de ses convictions religieuses et philosophiques. Qui était chargé de veiller à l'ordre public au cours de cette manifestation ? A-t-on fait appel à des professionnels pour animer ce cortège ? Si oui, quel est leur provenance (nom de l'association par exemple) ? Est-il possible de faire le nécessaire afin de déterminer plus particulièrement l'auteur de ces propos injurieux et lui demander, à tout le moins, de rédiger des excuses qui pourront être publiées dans le Wolvendael ? Quelles dispositions seront prises afin de veiller à ce que des choses de ce genre ne se reproduisent plus ? Est-il possible de veiller à permettre aux Ucclois, qui souhaiteraient célébrer des fêtes "païennes", de le faire sans pour autant porter atteinte aux convictions des autres ?

Serait-il possible de faire en sorte que les responsables de la paroisse Saint-Pierre soient mis au courant lorsque le Parvis est envahi par une manifestation qui aurait pu gêner l'organisation de mariages ou de funérailles ?

M. le Président/de h. Voorzitter regrette les attitudes injurieuses, qui sont inacceptables et insupportables, à l'égard de n'importe quel culte et regrette également le fait qu'on ait laissé entendre que cela se passait sous la responsabilité communale. C'est faux. Ce cortège est à l'initiative des commerçants d'Uccle et lorsqu'ils demandent une escorte de police autour du cortège, il va de soi qu'ils l'auront comme pour toute manifestation ou promenade de quelque nature que ce soit sur la voie publique.

M./de h. Beyer de Ryke cite "Cache ton Dieu, c'est le secret de l'âme". C'est un droit de ne pas le cacher comme c'est le droit de chacun de faire part de son agnosticisme ou de son athéisme. Ce qu'on peut exiger et ce que la loi peut aussi exiger, c'est que chacun se respecte mutuellement et ne s'agresse pas, qu'il ait ou non une religion. Le Collège serait bien inspiré de rappeler, que cela soit par la voie du Wolvendael ou une autre, le respect d'un code de bonne conduite.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès est choqué des propos qui lui ont été rapportés et explique à Mme Roba qu'elle aurait dû, avant de se lancer dans des diffamations, le contacter par téléphone. Cela aurait évité que le site Internet "Catho.be" introduise l'affiche du cortège organisé sous la responsabilité de M. l'Echevin Dilliès. Ce dernier a dû saisir un avocat pour demander à ce site d'enlever l'affiche pour cause de diffamation. Ils l'ont immédiatement retirée. Le cortège, organisé par M. l'échevin Dilliès, s'est passé dans une excellente atmosphère et il n'aurait toléré aucun dérapage, ce que la commune d'Uccle n'accepte pas. Concernant le cortège organisé par l'Union des commerçants d'Uccle centre, ils auraient dû prévenir la paroisse de l'animation en question et ont reconnu leurs propos déplacés. Le message a été transmis à la troupe "magicland théâtre", qui organisait cette parade.

M. le Président/de h. Voorzitter ajoute que ce débat aura lieu auprès du responsable de l'association des commerçants qui ignorait qu'un artiste, de la troupe qu'il a engagée, allait se permettre ce genre de comportement.

Mme/Mevr Roba-Rabier n'a jamais affirmé que M. l'échevin Dilliès en était responsable. Elle n'est pas responsable des informations publiées par la presse. Il n'est pas étonnant que les citoyens aient cru à une manifestation organisée par la commune vu qu'elle était accompagnée par la Police et une autorisation a été donnée vu sa présence. Cette personne doit rédiger des excuses qui seront publiées ou alors elle doit être sanctionnée. Mme Roba-Rabier espère que le Président de l'association des commerçants présentera également ses excuses. Celles-ci seront ensuite transmises aux personnes qui se sont manifestées auprès de Mme Roba-Rabier.

M. l'Echevin/de h. schepen Dilliès explique que le Président de l'association des commerçants ne s'attendait pas à de tels propos et regrettait l'incident.

**- M. van Outryve d'Ydewalle entre en séance et M. de Heusch sort -
- de h. Van Outryve d'Ydewalle komt de zitting binnen en de h. de Heusch
verlaat de zaal -**

La séance est levée à 22h 35. - De zitting wordt opgeheven om 22 u 35 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal adjoint,
De Adjunct Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,